

inprecor

● correspondance de presse internationale ●
inprecor

BASCULEMENT DU MONDE, 2^e ÉTAPE



- Le défaitisme révolutionnaire, hier et aujourd'hui ●
- Lutte de masse en Inde contre la culture du viol ●

n° 731

avril 2025

5,50 € / 8 CHF

Aux abonnés !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Bureau exécutif
de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent
pas nécessairement le point de vue
de la rédaction. Leur reproduction est
autorisée en citant la source.

Éditée par la PÉCI Sarl au capital de
7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PÉCI-INPRECOR, 2 rue Richard
Lenoir, 93100 Montreuil, France

Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France

Pour la diffusion dans les librairies,
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

avril 2025 n° 731

Éditorial

Antoine Larrache

Le basculement du monde, 2^e étape 3

Inde

Jhelum Roy

Lutte de masse contre la culture du viol 7

Grèce

Andreas Sartzekis

La tragédie de Tèmbi cristallise l'exaspération populaire 11

États-Unis

Laura Camargo

« Le discours trumpiste a entraîné un changement radical dans la façon de communiquer des droites mondiales » 15

Russie

Boris Kagarlitsky

En attendant le printemps russe 18

Débats

Simon Hannah

Le défaitisme révolutionnaire, hier et aujourd'hui 21

Histoire

Flavia Verri

Georg Jungclas

Circulations internationales des espérances révolutionnaires, des années 1950 à la fin des années 1990 27

La capitulation des syndicats devant le régime fasciste en 1933 30

Lectures

Jaime Pastor

Didier Epszajn

Sur *Marx aux antipodes*, de Kevin B. Anderson 33

Une étincelle du feu qui nous embrase 35

8 mars

36

Vos livres et revues, votre abonnement à inprecor sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens
numéros



Les réseaux
sociaux



**Pour que inprecor puisse continuer,
Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

Abonnement

(11 numéros par an)

- | | | | | |
|--|---------------|--------------------------|-------------------------------|--------------------------|
| ● France - DOM-TOM - Europe - Afrique | 30 € (6 mois) | ☐ | 55 € (1 an) | ☐ |
| ● Autres destinations | 39 € (6 mois) | ☐ | 71 € (1 an) | ☐ |
| ● Pli fermé | 50 € (6 mois) | ☐ | 90 € (1 an) | ☐ |
| ● Moins de 25 ans et chômeurs | 20 € (6 mois) | ☐ | | |
| ● Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) | | | 92 € (1 an) | ☐ |
| ● Abonnement de soutien | | | (à partir de 60 €, pour 1 an) | ☐ |
| ● Découvrir <i>Inprecor</i> (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois) | | | | ☐ |
| ● Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €) | | | | ☐ |
| ● Abonnement PDF (pas d'envoi papier) | | | 25 € (1 an) | ☐ |
| ● Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit | | | 40 € (1 an) | ☐ |

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PÉCI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PÉCI", à adresser à Inprecor-PÉCI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

**Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez
arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement
d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !**

Le basculement du monde, 2^e étape

Les premiers mois de Trump à la Maison Blanche représentent une gigantesque accélération de l'histoire. Les rapports de forces entre les puissances sont percutés, les politiques antisociales et racistes aux États-Unis sont fortement renforcées. Nous vivons un saut dans la situation : la réaction au « basculement du monde » qu'annonçait François Sabado en 2011 (1).

Par
Antoine Larrache

Ce choc était attendu. En effet, la victoire du candidat du Parti républicain était prévisible, en raison des prises de positions de sa concurrente Kamala Harris et du Parti démocrate, qui les ont conduits vers une défaite programmée. La façon dont la départ de Trump s'était déroulé en 2021, avec une répétition générale de coup d'État au Capitole, et le contenu de sa campagne, ont également donné de fortes indications sur sa politique à venir.

Il n'en reste pas moins que le monde entier est percuté par la politique du nouveau président, qui dispose de presque tous les pouvoirs – la présidence, la majorité au Congrès (à la Chambre des représentants comme au Sénat) et à la Cour suprême.

La réaction trumpiste

Les premières mesures de Trump sont terrifiantes, avec notamment ce qu'il appelle « *le plus grand programme d'expulsion de l'histoire américaine* ». Il qualifie les immigré-es d'« envahisseurs » criminels et a annoncé la fin du statut légal de 532 000 Latino-Américain-es, Cubain-es, Haïtien-es, Nica-

raguayen-nes et Vénézuélien-nes, sommés de quitter le territoire avant le 25 avril.

Le droit à l'avortement est gravement attaqué par l'annulation de l'arrêt *Roe vs Wade*, tout comme les droits des LGBTI, notamment par la suppression des mesures DEI (diversité, équité, inclusion) et le fait que le gouvernement ne reconnaisse plus comme genres que l'homme et la femme.

Le travail de destruction entrepris par le Département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE, Department of Government Efficiency) dirigé par Elon Musk aboutit à la suppression du ministère fédéral de l'Éducation, aux licenciements de milliers de

travailleur-es dans diverses agences, administrations, instituts, universités, dans la santé, etc. 50 000 emplois seraient menacés. Plusieurs milliards de subventions

seraient retirés également dans la recherche médicale et scientifiques, notamment dans le domaine des maladies infectieuses. Des « juges fédéraux voyous » sont menacés de destitution et reçoivent des menaces de mort. La liberté de la presse et foulée aux pieds.

Trump contribue à la transformation des États-Unis en un système encore plus autoritaire qu'il ne l'était déjà, et la menace

d'un coup d'État ou d'une transformation progressive en dictature est concrète (2).

Sur le plan des relations internationales, le changement est considérable avec la mise en place d'une nouvelle stratégie de défense des intérêts des classes dominantes étatsuniennes, qui consiste à exiger une vassalisation accrue de ses alliés, comme en témoigne la pression sur le Canada et le Mexique, en particulier sur les droits de douane. En Ukraine, la politique de Trump semble osciller entre un « deal » avec Poutine visant à se partager le pays et ses richesses – à l'image du partage de la Pologne par Hitler et Staline en 1939 – et la mise en place d'un protectorat par les États-Unis en échange de positions économiques et de la saisie des richesses ukrainiennes... les deux hypothèses n'étant d'ailleurs pas incompatibles.

L'accélération de l'offensive guerrière en Palestine, par le redoublement des bombardements et l'offensive au sol à Gaza, ainsi que les attaques en Cisjordanie, témoignent d'une volonté du couple Israël-USA de renforcer leur mainmise sur la région, quelles qu'en soient les conséquences humaines.

1) « Notes sur la situation internationale », notes de préparation du Comité international, François Sabado, jeudi 20 janvier 2011, publié par *Europe solidaire* et *Inprecor*.

2) « États-Unis : Quelle est la distance qui nous sépare du fascisme ? », Dan La Botz, *L'Anticapitaliste*, 27 mars 2025.



Vladimir Poutine remettant à Donald Trump le ballon officiel de la Coupe du monde de football 2018 lors du sommet d'Helsinki. © Kremlin.ru

Face à la Russie et de la Chine

Plus fondamentalement, la politique de Trump est une accélération de la réaction des classes dominantes étatsuniennes au basculement du monde en cours depuis près de vingt ans. François Sabado indiquait que *«la crise accentue les changements de rapports de forces mondiaux avec la poussée des pays émergents, le recul des USA et surtout de l'Europe. Le monde occidental, surtout nord-américain, conserve sa puissance politique et militaire, il garde sa force économique mais il recule face à la Chine et dans ses rapports avec d'autres puissances montantes»* (3). Mais la crise s'est encore accentuée, avec des taux de croissance divisés par 2 ou 3. Et la crise écologique rend vitale pour les capitalistes la reconfiguration du monde, des zones d'influence et de pillage des richesses. La concurrence en est exacerbée et les grandes puissances sont entrées dans une phase de confrontation plus forte.

Ainsi, l'offensive impérialiste des États-Unis n'est pas isolée – nous avons traité à de nombreuses reprises le rôle de la Russie dans l'offensive guerrière en Ukraine, qui vise à coloniser l'Ukraine, à y prendre les richesses et le pouvoir politique. On parle moins souvent de ses interventions en Afrique, à travers le groupe Wagner, notamment en Libye, en République centrafricaine, au Mali, au Burkina Faso et au Niger, et à travers l'ins-

tallation d'une base militaire au Soudan, en Libye, au Tchad, etc. La Russie n'a pas pu, dans ce contexte, maintenir sa domination sur la Syrie.

La Chine pousse aussi ses pions, en se positionnant dans toute l'Afrique, mais aussi en Amérique latine où elle est devenue le deuxième partenaire commercial (+ 151 % entre 2007 et 2017, un plan de coopération visant à augmenter le montant du commerce à 500 milliards de dollars et à développer des investissements à hauteur de 250 milliards) (4). Elle constitue une alliance de fait avec la Russie, à la fois sur le plan militaire (exercices communs, ventes d'armes à la Russie...) et sur le plan économique et énergétique, dans une dynamique où la Russie, hier plus avancée, devient de plus en plus dépendante et soumise économiquement à la Chine.

Le troisième pôle

Les tentatives d'accord de Trump avec Poutine ont constitué un électrochoc pour l'Union européenne, plus précisément pour la France et l'Allemagne. Les deux principales puissances européennes – sur le plan militaire et économique – en ont déduit une nécessité d'accélérer la construction de la puissance européenne qui n'avancait plus depuis près de vingt

ans. Pour le futur chancelier allemand Merz, il est *«minuit moins cinq, et la priorité absolue est que les Européens puissent se défendre eux-mêmes»* sur le plan commercial comme militaire.

En quelques jours début mars, les dirigeants français, allemand, britannique et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, se sont accordés sur la mise en place de plans pour multiplier les dépenses militaires. 4,7% du PIB en Pologne, 5 % en Estonie, 5 à 6% en Lituanie, 2,5 % au Royaume-Uni, 3,5 % en France, doubler les dépenses au Danemark... Merz a fait voter un plan d'investissement de 1 000 milliards sur dix ans remettant en cause la règle du déficit «zéro» dans un pays marqué par le pacifisme depuis 1945. Le gouvernement français veut aller chercher des centaines de milliards de financements dans les livrets A et les assurances vie...

Sur le plan économique, le commissaire européen chargé de la Prospérité et de la Stratégie industrielle décrit une volonté d'«européaniser» les entreprises, tant sur le plan des débouchés que des chaînes de production, avec une «préférence européenne», tout cela en mettant de côté les objectifs de décarbonation.

Leur politique est donc de constituer une Europe puissance, capable de concurrencer les États-Unis comme la Russie. À ce stade, l'extrême droite et les secteurs de la bourgeoisie qui l'ont rejointe restent éblouis par Trump et Poutine, qu'ils considèrent comme des modèles. Mais déjà en Italie, l'extrême droite s'aligne sur la volonté de construire la puis-

sance européenne. Giorgia Meloni a ainsi déclaré que l'Italie fait *«pleinement partie de l'Europe et du monde occidental»*. Le Rassemblement national français a changé de position sur la sortie de l'OTAN. Le positionnement, sur la moyenne durée, des extrêmes droites européennes, et sa capacité à incarner une réaction bourgeoise européenne autoritaire, est encore indéterminé.

Une marche irrésistible

Les dangers de cette accélération des tensions entre les grandes puissances

“ La crise écologique rend vitale pour les capitalistes la reconfiguration du monde, des zones d'influence et de pillage des richesses. ”

3) F. Sabado, idem.

4) «Chine : l'autre superpuissance», *Alternatives sud*, 1^{er} trimestre 2021.

impérialistes sont immenses, sur le plan militaire comme social. Car ces tensions s'inscrivent dans la crise de profitabilité du capitalisme (5), dans son incapacité à relancer la machine et dans l'accélération de son caractère prédateur (6). Cette dynamique n'est pas nouvelle, les dépenses militaires étatsuniennes ayant par exemple fortement progressé depuis une dizaine d'années, mais elle s'est fortement renforcée, menant le monde devant la possibilité d'affrontements – économiques ou militaires – d'une ampleur sans précédent depuis la fin de l'URSS.

On ne peut distinguer ces deux types d'affrontements, liés aux besoins des classes dominantes de conquérir de nouveaux espaces d'influence économique, par la modification des balances commerciales, des droits de douane, le pillage de ressources, etc. C'est ainsi qu'il faut comprendre la guerre commerciale des États-Unis avec l'Union européenne.

On ne peut pas non plus distinguer les affrontements interimpérialistes des attaques antisociales, racistes et autoritaires, généralisées dans la plupart des pays du monde, car elles visent elles aussi à décupler les capacités à exploiter chaque espace du capitalisme. C'est le sens de l'ubérisation, de la multiplication de la vente ou la location de services, de la surexploitation des sans-papiers et du développement du travail informel, la destruction-privatisation des services publics, etc. Tandis que le racisme contribue à la surexploitation, à créer un état d'esprit nationaliste et guerrier, et à impacter les capacités de résistance des classes populaires. La répression et toutes les mesures antidémocratiques, combinée au contrôle de l'information et des médias, complètent ce tableau menant à toujours plus de guerres et d'autoritarisme.

L'extrême droite fascisante sous ses multiples formes progresse partout dans le monde et est au pouvoir ou à ses portes dans plusieurs pays d'Europe, car elle offre une réponse sur une grande partie de ces terrains.

Des mercenaires russes protégeant le convoi du président centrafricain Touadéra, février 2022. © Clément Di Roma/VOA



Les réactions populaires

Les attaques des classes dominantes ne sont cependant pas sans réponse, et les mobilisations de masse se sont multipliées ces dernières semaines, car les politiques des classes dominantes commencent à toucher au cœur de ce qui permet l'acceptation du capitalisme par les classes populaires : un minimum de respect démocratique et social. Comme le dit Robi Morder, la cassure s'opère lorsque la dignité est attaquée (7).

Et, ainsi, on a vu fleurir de grandes manifestations en Serbie et en Grèce contre les mensonges concernant des accidents ferroviaires, et en Turquie contre l'emprisonnement du maire d'Istanbul. Ces mobilisations s'affrontent au pouvoir politique et ne se contentent pas de revendications immédiates, elles

sont aussi le réceptacle de colères sociales et démocratiques plus larges. Aux États-Unis, les mobilisations contre les mesures anti-immigré-es sont conséquentes. En France, les mobilisations féministes surtout, mais aussi antiracistes et contre les licenciements, ont montré que la situa-

tion reste très instable. C'est également le cas en Amérique latine, en Grande-Bretagne après les réactions aux attaques racistes, en Allemagne avec les mobilisations contre l'extrême droite et les réactions, même limitées, sur l'emploi. Etc.

Pour les révolutionnaires, la situation est loin d'être simple. Une grande partie de la gauche est prête à s'aligner sur les politiques bellicistes, par chauvinisme ou par accord avec les possibilités de relance provisoire de l'économie par les dépenses militaires. Les organisations de la gauche institutionnelle sont en effet reliées à l'ordre bourgeois par de multiples éléments : les appareils syndicaux dépendent en grande partie de l'État, et certains sont prêts à se laisser emporter dans la fuite en avant guerrière et énergétique sous prétexte de sauvegarde de l'emploi ; les élu-es sont attaché-es à leurs postes ; différents liens humains et idéologiques existent au sein des castes dirigeantes. Dans d'autres secteurs, la tentation campiste domine, ou l'indifférence vis-à-vis de la résistance des peuples – en Palestine ou en Ukraine selon les pays et les organisations –, sacrifiés en fonction des intérêts des grandes puissances.

Face à la montée de la concurrence et du militarisme, les jeux sont loin d'être faits ; comme avant les deux guerres mondiales, les alliances ne sont ni complètement prédéterminées ni figées, car elles dépendent de nombreux facteurs : les intérêts croisés des différents secteurs économiques (nouvelles technologies, industrie, finance...) et des couches de la bourgeoisie qui leur correspondent.

5) « La persistance de la longue dépression du capitalisme mondial », Michael Roberts, 6 avril 2024, *Inprecor* n° 722-723.

6) « Un capitalisme en crise, prédateur et autoritaire », entretien avec Romaric Godin, 4 février 2025, *Inprecor* n° 730.

7) « L'unité et le combat pour la dignité sont les ciments des mobilisations de masse de la jeunesse », Robi Morder, revue *L'Anticapitaliste*, avril 2023.

“ En quelques jours, les dirigeant-es français, allemand, britannique et la président de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, se sont accordés sur la mise en place de plans pour multiplier les dépenses militaires. ”

Des éléments d'orientation

On ne peut donc, à ce stade, que déterminer des principes généraux et quelques positions tactiques. Le premier principe est de rappeler que la nature politique des régimes ne détermine pas leur place dans les rapports entre puissances : on doit s'opposer aux impérialistes et soutenir les nations opprimées, quel qu'en soit le pouvoir politique. On doit ainsi s'opposer à l'invasion russe et soutenir l'Ukraine, quelle que soit la nature du régime de Zelenski, en espérant que la défaite de la Russie provoque un bouleversement dans le pays.

Nous devons nous opposer au militarisme des grandes puissances, à l'augmentation des budgets militaires, nous devons promouvoir le désarmement nucléaire, et nous positionner pour la défaite des puissances impérialistes (8). Le positionnement par rapport au militarisme est complexe mais il semble que, dans la période actuelle, nous avons intérêt à renforcer le sentiment anti-guerre et à participer à la construction d'un mouve-

ment contre la montée guerrière. Un tel mouvement ne s'oppose pas – au contraire même il doit les soutenir – aux guerres de libération contre l'impérialisme, armées comme non armées, en Ukraine et en Palestine notamment, et quelles que soient les directions politiques des mouvements de libération.

Troisième point, dans tous les conflits, nous soutenons les solutions par en bas. En Ukraine, où nous savons qu'une victoire a besoin d'une participation populaire, qui nécessite un changement, au moins de la

“ Nous avons intérêt à renforcer le sentiment anti-guerre et à participer à la construction d'un mouvement contre la montée guerrière. ”

politique antisociale de l'État, si ce n'est un changement de régime. Mais aussi au Kurdistan, en Syrie, et partout ailleurs. C'est le cas aussi, bien sûr, pour les luttes sociales : il est urgent dans chaque pays de s'opposer aux attaques libérales, à l'autoritarisme en défendant la démocratie – notamment contre l'extrême droite –, au racisme et à toutes les discriminations, en construisant des mouvements de masse.

Le quatrième point est la nécessité absolue de l'unité dans cette situation : les contradictions de classes s'exacerbant, et même lorsque les organisations du

mouvement ouvrier sont très intégrées et passives, les conflits produiront de façon quasiment mécanique des repositionnements concrétisant politiquement les oppositions entre bourgeoisie et prolétariat. Donc, tout en gardant notre indépendance par rapport à des gouvernements de centre-gauche acquis au libéralisme, et en tout en construisant des forces révolutionnaires ouvertes indépendantes, il est capital de se situer à l'intérieur de l'unité d'action. C'est en particulier le cas dans la lutte contre l'extrême droite et contre les offensives réactionnaires.

Le cinquième point est que toutes les certitudes sur l'appréciation des rapports de forces et de la conscience peuvent être remises en cause du jour au lendemain. D'abord parce que, « au niveau planétaire, si les politiques existantes se poursuivent sans mesures additionnelles, le GIEC (rapport de synthèse 2023) estime que le réchauffement atteindrait +1,5 °C vers 2030, +2 °C vers 2050 et autour de +3 °C en 2100 par rapport à 1900 » (9), avec des conséquences imprévisibles. Et parce que les effets de la fuite en avant capitaliste produiront des secousses dans la jeunesse et le monde du travail qui sont impossibles à prévoir. À nous de répondre présent-es. ■

Mardi 1^{er} avril 2025

8) « Le défaitisme révolutionnaire, hier et aujourd'hui », Simon Hannah, *Inprecor*, 19 mai 2022.
9) « La trajectoire de réchauffement de référence pour s'adapter au changement climatique », *Météo France*, 16 octobre 2024.



Un bombardier B-52 photographié avec son arsenal embarqué. © U.S. Air Force

Lutte de masse en Inde contre la culture du viol

Le 14 août 2024 à 23 h 55, les rues du Bengale, habituellement désertes à cette heure-ci, étaient bondées d'Indiennes revendiquant leur moitié de ciel. À l'approche du 77^e anniversaire de l'indépendance du pays, elles ont fait de cette nuit leur propre fête en exigeant la fin de la culture du viol, qui sape toute notion d'indépendance.

Par
Jhelum Roy

les couvre-feux pour occuper les rues et réclamer justice.

Presque tous les coins et recoins étaient occupés par des femmes : des travailleuses de différents secteurs confrontées au harcèlement sexuel sur leur lieu de travail ; des étudiantes dans les écoles, les collèges et les universités qui doivent se battre pour s'affirmer sur leurs campus centimètre par centimètre ; des femmes entravées par la corvée quotidienne des tâches ménagères ; des médecins, des infirmières, des enseignantes et des employées de maison qui sont toutes descendues dans la rue pour protester.

Cinq nuits plus tôt, une interne avait été violée et assassinée dans une salle de réunion pendant son service de nuit. Ses parents avaient été informés qu'elle s'était « suicidée » et avaient dû attendre trois heures avant d'être autorisés à entrer dans la salle.

Des rumeurs ont circulé sur sa santé psychologique. Le directeur de la faculté de médecine RG-Kar a même fait une remarque honteuse, en demandant ce « que faisait cette jeune fille si tard » dans la salle de réunion. Le rapport d'autopsie avait déjà révélé qu'elle avait été violée avant d'être étranglée.

Les propos du directeur ont suscité une vague d'indignation. Un appel à une manifestation « Reprenons la nuit » (Take Back the Night) à la veille du Jour de l'Indépendance en Inde s'est répandu comme une traînée de poudre, déclenchant dans le pays un vaste mouvement, d'une ampleur inédite depuis dix ans. Rien qu'au Bengale-Occidental, environ 250 lieux de manifestation ont été organisés dans les villes, les chefs-lieux de district et les villages, où des femmes et des personnes transgenres et queer ont bravé

La nuit du 14 août s'est avérée historique

Ce n'était pas la première fois que la campagne « Reprenons la nuit » était organisée pour protester contre le harcèlement sexuel dans le pays. Ce n'était pas non plus la première fois que des femmes indiennes en colère manifestaient massivement, en solidarité, pour réclamer justice contre le viol et le harcèlement sexuel.

Ce n'était pas non plus la première fois qu'un crime aussi brutal était commis en Inde. Dans l'Inde d'aujourd'hui, où les pouvoirs en place entretiennent une culture du viol, régime après régime, ce qui s'est passé à RG-Kar ne fait pas exception. Dans l'Inde d'aujourd'hui, dirigée par un régime de droite fasciste dont les dirigeants sont ouvertement misogynes et ont utilisé le viol comme arme politique pour réprimer la dissidence et réduire les femmes au silence, ce meurtre et les graves dénis de justice commis par les autorités sont devenus la norme.

Mais ce qui était historique dans cette manifestation, c'était l'élan spontané des femmes. Dans différentes régions du Bengale-Occidental, des femmes avaient organisé des manifestations pour revendiquer la nuit, réclamer justice pour les victimes, exiger des transports publics sûrs pour les femmes, des toilettes publiques, exiger la mise en place d'un comité interne des plaintes fonctionnant sur chaque lieu de travail, et revendiquer les droits fondamentaux du travail pour les femmes dans les secteurs organisés et non organisés.

Pour beaucoup de ces femmes, c'était leur première manifestation. Pour beau-



Jhelum Roy

Jhelum Roy est doctorante à l'université de Jadavpur et membre du groupe féministe Feminists in Resistance, à Calcutta. Publié par *Against the Current* n° 235 (mars-avril 2025), traduit par Sylvie Parquet.

coup, c'était aussi leur première nuit sous le ciel étoilé. Pour beaucoup, c'était la première fois qu'elles lançaient des slogans.

Un carnaval de la résistance

Pour beaucoup, c'était aussi leur première expérience d'organisation politique. Des travailleuses précaires ubérisées, en uniforme, partageaient leurs expériences de harcèlement au travail. Des infirmières d'hôpitaux privés et publics parlaient du manque d'infrastructures pour exercer leurs fonctions de nuit en toute sécurité. Des artistes de théâtre parlaient du harcèlement auquel elles sont confrontées.

Des femmes, des personnes queer et transgenres avaient voyagé deux à trois heures pour se rendre sur les lieux de

manifestation. Constatant l'absence de transports en commun, elles ont formé des groupes pour organiser voyages et venir ensemble.

Des femmes des bidonvilles voisins partageaient leurs expériences de harcèlement et de violence à la maison ou au travail. Des mères venaient avec leurs filles. Des sœurs venaient ensemble. Lors des rassemblements, de vieilles amies se retrouvaient. C'était un véritable carnaval de la résistance.

Des inconnu-es ont ouvert leurs portes toute la nuit pour permettre aux manifestant-es d'utiliser leurs toilettes. Les coopératives de marché du quartier ont gardé leurs locaux ouverts aux femmes. Des étudiantes des campus universitaires publics voisins ont négocié avec leurs autorités pour que les portes des campus et les foyers pour femmes restent ouvertes. Certaines femmes sont sorties de chez elles, sans être accompagnées par un homme, la nuit, déterminées à revendiquer leur propre espace public et à organiser des manifestations dans leur quartier.

« Azaadi »

Aux cris de « Azaadi » (« Liberté »), les femmes ont revendiqué d'être libérées du viol, de la violence domestique, du harcèlement au travail, de la surveillance morale, de la pénibilité des tâches ménagères, des salaires discriminatoires au travail, des remarques condescendantes des pères et des frères, de ce système capitaliste patriarcal et brahmanique. Des femmes brandissaient haut le drapeau rouge, tandis que des personnes queer et trans arboraient des drapeaux arc-en-ciel.

Des femmes portaient des portraits de révolutionnaires, rappelant l'héritage de la résistance féminine. Un immense drapeau rouge, orné du portrait de la révolutionnaire indienne martyre Pritilata Waddedar, flottait haut, veillant sur celles et ceux qui se considéraient comme ses camarades (1).

Il y avait des affiches faites à la main par des mains inexpérimentées, des slogans

criés par celles qui étaient conditionnées à ne jamais élever la voix. Il y avait des chants, des performances, des partages d'expériences, tandis que les femmes passaient la nuit sous le ciel à discuter, crier, s'écouter, s'appuyant les unes sur les autres.

Pourtant, à mesure que la nuit avançait, les nouvelles d'une attaque contre les médecins grévistes de RG-Kar ont commencé à affluer. Un groupe de voyous avait pénétré dans les locaux du sit-in, démontant le site, tabassant les médecins protestataires et tentant de détruire la scène sacrilège. Leur intention était manifestement de falsifier les preuves et de menacer les manifestant-es. Pendant ce temps, les policiers en service ont reçu l'ordre de détourner le regard.

Ce qui avait commencé comme une manifestation s'est transformé en un véritable mouvement, rassemblant des personnes jusque-là indifférentes au sang versé dans les rues. Ce mouvement comprenait que la dignité et la sécurité des femmes sont liées au droit à un système de santé publique qui soigne les citoyens ordinaires. Or, ce système s'effondre sous l'effet de la corruption, mettant même en danger la vie des patient-es.

Culture de l'impunité, privatisation et État néolibéral

L'impunité et le message envoyé par l'énorme démonstration de force mise en œuvre pour vandaliser et détruire le lieu de manifestation de RG-Kar, ont libéré une colère qui couvait dans le pays depuis une décennie. Celles et ceux d'entre nous qui étaient étudiant-es lors de l'affaire du viol de Delhi en 2012 –

où une jeune femme de la classe moyenne, brutalement violée et torturée par plusieurs hommes, a succombé à ses blessures – avaient vu des milliers d'étudiantes et de femmes de la classe moyenne occuper les rues pour réclamer justice.

Les manifestations avaient alors suscité des débats houleux sur les violences sexistes. Plus tard, une commission judiciaire a signalé que l'insuffisance des infrastructures et les défaillances du gouver-

nement et de la police étaient la cause profonde des crimes contre les femmes. Ce tollé a conduit à une modification des lois sur le viol en Inde. Pourtant, dix ans plus tard, alors que nous descendons à nouveau dans la rue, nous sommes toujours confrontés à une culture de l'impunité.

“ La lutte pour la justice de genre en Inde a historiquement milité contre la peine capitale, la dénonçant comme un outil de répression étatique conférant à l'État le monopole de la violence. L'État cherche à se débarrasser d'un individu tout en démissionnant de sa responsabilité à initier un changement systémique. ”



Marche de masse pour mettre fin à la culture du viol. © Nilanjan Majumder

1) Pritilata Waddedar (1911-1932), membre de l'Armée républicaine indienne, dirigea avec quinze autres personnes une attaque armée contre un club européen. Blessée par balle à la jambe, elle s'empoisonna au cyanure pour éviter d'être capturée par la police coloniale. Prévoyant la possibilité de sa mort, elle portait dans sa poche une lettre, « Inquilab Zindebad » (longue vie à la Révolution), qui a inspiré d'autres femmes depuis. Pritilata est la première femme martyre du Bengale et est considérée comme une icône révolutionnaire.

Presque tous les partis politiques – de la gauche parlementaire aux centristes en passant par la droite – ont à maintes reprises protégé des violeurs et entretenu la culture du viol pour consolider leur emprise électorale. La montée du fascisme hindouiste (Hindutva) a entraîné une explosion de violences sexistes atroces. Le viol a souvent été utilisé comme arme politique pour réprimer les manifestations et affirmer son autorité sur les minorités.

Cette culture de l'impunité, entretenue par le fait de protéger les violeurs, de falsifier les preuves et d'utiliser ouvertement l'appareil d'État pour les protéger, avait créé des précédents que tout parti au pouvoir pouvait suivre. Que le parti au pouvoir au Bengale-Occidental ait utilisé tous ses moyens pour couvrir les auteurs du crime de RG-Kar n'était donc guère surprenant. Pourtant, cette fois, cela a alimenté la colère d'une population qui semblait en avoir assez.

Du crime à la révolte revendicative

Le viol et le meurtre de RG-Kar ont peut-être suscité une telle indignation parce que la victime était médecin, une femme occupant un emploi de col blanc « honorable », agressée alors qu'elle était de garde dans un hôpital public. Cela signifiait que les femmes n'étaient nulle part en sécurité. Cela a également révélé l'inégalité de nos espaces de travail, conçus pour fragiliser les femmes actives, les personnes trans et queer. Des femmes actives, issues des secteurs organisés et non organisés, ont afflué aux rassemblements.

Des rassemblements ont été organisés par des travailleuses de l'anganwadi (centres de santé ruraux), des travailleuses des cantines, des agents de santé infantile (ICDS), des employées de maison, des informaticiennes et des travailleuses précaires. La revendication de justice et de dignité s'est également propagée sur les lieux de travail. Elles ont exigé que les employeurs rendent des comptes pour garantir la sécurité dans l'entreprise des femmes, des personnes transgenres et queer, et qu'ils désignent précisément des personnes chargées de lutter contre les violences de genre.

Alors qu'une telle indignation avait été absente dans les cas précédents de violence sexiste – quand le viol a été utilisé par l'État comme une des armes pour réprimer les mouvements dans l'arrière-pays, quand la violence sexiste a été utilisée pour perpétuer les atrocités de caste ou pour inten-

sifier l'occupation – les manifestations autour de l'agression de R.G.-Kar ont ouvert des possibilités de discussions autour des implications de tous ces silences.

L'état déplorable du système de santé

Le mouvement « Reprenons la nuit » a lancé un débat sur la justice de genre, dénonçant l'échec des mécanismes institutionnels à garantir la sécurité et la dignité des femmes sur leur lieu de travail et dans l'espace public. Cette lutte contre l'impunité a également renforcé la voix des professionnels de santé, qui ont exprimé leurs inquiétudes face à la corruption qui gangrène les hôpitaux publics.

Des témoignages provenant de différents hôpitaux publics ont commencé à affluer, révélant un système plus vaste, conçu pour rendre les soins plus inaccessibles aux personnes marginalisées. Ces récits ont mis à nu un système fragile, avec des travailleurs-ses surmenés et à bout de souffle, un système délibérément rendu dysfonctionnel par les lobbys qui poussent le système de santé vers la privatisation.

L'état déplorable du système de santé publique indien était déjà apparu pendant la pandémie. Celle-ci a suscité des discussions sur les politiques d'ajustement structurel imposées comme conditions à des prêts bancaires, à la demande de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, dans les années 1980. Cela a ouvert la voie à la privatisation, déchargeant ainsi l'État de son rôle de principal garant et pourvoyeur des services de santé.

Le viol et le meurtre d'une interne d'un hôpital public ont révélé l'indifférence de l'État envers les professionnelles de santé publique. On attend d'elles et d'eux qu'ils redoublent d'efforts face à l'effondrement rapide du système. Ce meurtre a d'ailleurs suscité un mouvement plus large, mené par les jeunes médecins des 22 facultés de médecine du Bengale, pour exiger un système de santé publique meilleur et plus sûr.

Les médecins protestataires ont appelé à une grève illimitée et ont organisé un sit-in devant le ministère de la Santé. Alors que le gouvernement tentait d'éteindre l'incendie en promettant d'assurer la



À l'appel des femmes, les queers et les travestis se réapproprient la nuit
Chaîne humaine – 19 août
Nous ne voulons pas de protection
Nous voulons la liberté
Nous recherchons la solidarité

sécurité dans les hôpitaux publics par le déploiement de forces de sécurité dans les locaux hospitaliers, les manifestant-es ont rejeté cette idée et ont rétorqué que leur sécurité ne serait assurée que par la démocratisation de l'espace de travail et la mise en place d'infrastructures pour mettre fin à la corruption et contribuer à la reconstruction d'un système détérioré.

Les revendications du mouvement ont trouvé un écho particulier auprès des classes moyennes et ouvrières, premières bénéficiaires du système de santé publique. Elles ont subi de plein fouet les coûts de la privatisation du secteur de la santé.

Les partis politiques d'opposition ont tout fait pour détourner le mouvement à des fins électorales, mais ils ont été rejetés par la plus grande masse des protestataires, qui avaient désormais constaté que la quasi-totalité des partis politiques parlementaires œuvraient au maintien du statu quo. Face à l'immense indignation publique, le gouvernement a été contraint de muter le commissaire de police qui avait fermé les yeux et facilité la falsification de preuves dans l'affaire RG-Kar.

Les médecins protestataires ont suspendu leur grève, mais ont été contraint-es d'entamer une grève de la faim face au refus du gouvernement de

céder sur leurs autres revendications. Cependant, après une réunion avec le chef du gouvernement de l'État, qui a promis d'examiner leurs revendications, la grève a été interrompue.

Un verdict... et la bataille continue

Le tribunal a condamné un auxiliaire bénévole de la police de Calcutta à la réclusion à perpétuité pour le viol et le meurtre brutal d'une médecin résidente de 31 ans au RG Kar Medical College and Hospital. Ce verdict a encore alimenté les protestations, car le procès semblait occulter la complicité de l'État dans la protection du meurtrier et exonérer les autorités hospitalières de leur respon-

sabilité de préserver la dignité et la sécurité de leurs employé-es.

Alors que le Bengale se prépare à une nouvelle bataille pour contester les failles du verdict, l'État réclame la peine capitale pour l'auteur du crime. Pourtant, c'est le parti au pouvoir qui a d'abord protégé l'accusé et est connu pour sa complicité avec des organisations criminelles impliquées dans diverses affaires de corruption.

Il est toutefois intéressant de noter que la revendication de la peine capitale n'était pas issue du mouvement des jeunes médecins ni des mouvements de revendication de la nuit. La lutte pour la justice de genre en Inde a historiquement milité contre la peine capitale, la dénonçant comme un outil de répression étatique conférant à l'État le monopole de la violence. L'État cherche à se débarrasser d'un individu tout en démissionnant de sa responsabilité à initier un changement systémique.

Le verdict est tombé quelques jours seulement après le décès d'une femme enceinte adivasi (membre des peuples autochtones) dans un autre hôpital public d'une ville de district du Bengale.

Elle est décédée après avoir reçu une solution saline toxique, interdite dans d'autres États. Pourtant, sous la pression d'une entreprise pharmaceutique, les hôpitaux publics du Bengale, peu soucieux de la vie

des femmes marginalisées, continuent de l'utiliser. Une fois de plus, sa mort a mis en lumière les failles du système de santé publique, où l'État et le capital se soucient peu de la vie des femmes et des personnes marginalisées.

Le rôle d'un mouvement féministe de masse

Il est significatif que le mouvement féministe en Inde contre le harcèlement sexuel au travail ait commencé avec le viol par plusieurs hommes d'une travailleuse communautaire qui dirigeait un programme de sensibilisation de l'État dans son village contre le mariage des enfants.

Ce mouvement, au début des années 1990, s'est battu pour que l'État soit tenu responsable en tant qu'employeur. Il a pu affirmer légalement que le sexisme et le harcèlement sexuel au travail créent un environnement de travail hostile. Il est du devoir de l'employeur de garantir la sécurité et la dignité de ses travailleur-ses.

Trente ans plus tard, nos espaces de travail restent conçus pour rendre vulnérables les femmes, les personnes trans et queer, dont le travail est censé être bon marché. De plus, le pourcentage de femmes actives dans le secteur formel diminue à mesure que la dérégulation du travail féminin s'accroît.

Dans le secteur informel, les employeurs ne sont tenus ni de garantir des conditions de travail sûres, ni de respecter les réglementations protégeant les droits des travailleur-ses. En réalité, on peut affirmer que la lutte pour la dignité au travail ne se limite pas à l'affirmation de l'identité des femmes en tant que travailleuses, mais concerne aussi la valorisation du travail lui-même.

À l'heure où les politiques néolibérales permettent à l'État de se désengager des services publics, où les codes du travail sont réécrits pour criminaliser la syndicalisation et allonger les horaires de travail afin de renflouer les caisses des patrons, où les fermetures d'usines et la privatisation des services publics favorisent le dérèglement du travail, où l'État fasciste normalise chaque jour la violence, la bataille pour le pain et les roses risque d'être longue. Cette bataille nécessiterait une organisation accrue des travailleurs dans les champs et les usines, dans les foyers et les hôpitaux, dans les écoles et dans la rue, pour revendiquer chaque centimètre carré d'espace sûr, chaque nuit et chaque jour. ■

Mars 2025



Grèce : la tragédie de Tèmbi cristallise l'exaspération populaire

Le 28 février 2023, près de la ville thessalienne de Larissa, un train de marchandises entrant en collision avec un train de voyageur·ses allant en sens inverse mais sur la même voie, le choc terrible étant suivi d'un intense incendie. La catastrophe, d'abord attribuée par le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis à la seule responsabilité d'un chef de gare, a aussitôt suscité une immense vague de colère qui, contrairement à ce que croyait et espérait la droite ultra-libérale au gouvernement, reste aujourd'hui au moins aussi forte qu'il y a deux ans, quand on a appris la mort de 57 personnes, dont les cheminot·es et de nombreux jeunes (1).

Par
Andreas Sartzekis

Ces derniers jours, la Grèce a connu les manifestations les plus massives jamais enregistrées depuis des dizaines d'années, pour réclamer justice sous le mot d'ordre « Nos morts, leurs profits ».

Une catastrophe annoncée

La raison factuelle de l'accident était incroyable : alors qu'une semaine avant le drame, le ministre des Transports Karamanlis se vantait de l'excellente sécurité des trains dans le pays, on apprenait après coup que le système de commandes à distance et de signalisation lumineuse n'avait jamais été mis en fonctionnement. On apprenait surtout que les syndicats de cheminot·es exigeaient en vain l'application de mesures de sécurité, et qu'à la suite de nombreux incidents, ils avaient annoncé l'arrivée de catastrophes si des mesures immédiates n'étaient pas prises.

L'immense émotion qui a gagné le pays après cette tragédie s'est très vite transformée en colère massive en découvrant l'ampleur de l'abandon du réseau ferroviaire. Comme l'a rappelé Panos Kosmas dans *Ef Syn* le 27 février, le train a été la grande victime des choix politiques en matière de transport

dès les années 70, pour le plus grand profit des sociétés d'autoroute, de cars privés (KTEL), des camions et des bagnoles. À partir de fin 90, la société nationale des chemins de fer OSE a été morcelée en plusieurs entités, pour en arriver dans les années 2010 à une privatisation – qui n'était même pas exigée par la troïka – avec d'un côté OSE pour l'entretien, réduite à 750 travailleur·ses, de l'autre Hellenic Train, société privée émanation des chemins de fer italiens, qui gère les trains. On sait maintenant que les soi-disant trains modernes de la ligne Athènes-Salonique sont des trains dont les Chemins de fer suisses se sont débarrassés (théoriquement pour aller à la casse), car trop problématiques. Face à tout cela, l'insistance de Mitsotakis sur la seule responsabilité d'un chef de gare (avec comme variante « nous sommes tous responsables »...) apparaissait déjà pour ce qu'elle était : un mensonge d'État et un mépris pour les victimes.

Ajoutons que les élections législatives du printemps 2023, largement gagnées par la droite (41 %, chiffre que la Nouvelle démocratie de Mitsotakis opposera pendant deux ans à toute critique et à toute revendication), feront croire à celui-ci que les formidables mobilisations de colère de mars 2023 font désormais partie du passé. Le fait que 46 % des électeur·es se soient abstenus – chiffre

Andreas Sartzekis

Andreas Sartzekis est militant de la Tendence Programmatique IV^e Internationale, un des deux groupes de la section grecque de la IV^e Internationale.

important pour la Grèce – ne semble pas l'avoir interrogé sur sa capacité à imposer son ordre : la loi et l'ordre, tel était et reste le slogan du gouvernement d'une droite ultra-libérale et dangereusement répressive, ouverte à l'extrême droite et à son électorat (presque 14 % pour les différents groupes d'extrême droite en juin 2023...).

Toutes les raisons pour accroître la colère populaire

Car depuis le printemps 2023, les mobilisations contre la politique ultra-libérale de la droite – et le mépris du gouver-

“ L'immense émotion qui a gagné le pays après cette tragédie s'est très vite transformée en colère massive en découvrant l'ampleur de l'abandon du réseau ferroviaire. ”

1) En outre, une victime reste, deux ans plus tard, entre la vie et la mort. Plusieurs articles d'A. Sartzekis sont parus dans *l'Anticapitaliste* et *Inprecor* sur la tragédie, ses causes et la colère populaire. Chronologiquement « Catastrophe ferroviaire en Grèce : “Nos morts, leurs profits” » le 4 mars 2023, « Grèce : vague de colère après la catastrophe ferroviaire » le 8 mars 2023 et « Grèce : “Jamais on n'oubliera le crime de Tèmbi” ! » le 15 mars 2023, dans *l'Anticapitaliste*; « Grèce : Convergence des luttes autour du tragique anniversaire de Tèmbi » le 29 février 2024 dans *Inprecor*, « Grèce : amplifier et unir les luttes ! » le 13 octobre 2024, « Grèce : Mobilisations pour découvrir les causes de la tragédie de Tèmbi » le 20 février 2025 et « Grève massive et manifestations historiques pour les victimes de Tèmbi » le 1^{er} mars 2025 dans *l'Anticapitaliste*.

nement face à elles – n’ont pas cessé, en particulier dans la jeunesse, comme on l’a vu l’an passé avec le mouvement – majoritaire chez les étudiant-es – contre la création d’universités privées, imposée malgré l’article de la Constitution qui l’interdit.

Mais la colère est aussi très forte dans une assez large partie de la population, en contradiction avec les articles de la presse internationale qui nous gavent du « miracle économique » qu’aurait réussi le fils de l’ancien ministre conservateur Konstantinos Mitsotakis. En fait, la réalité économique, c’est la vie chère et les expulsions de petits propriétaires endettés. C’est la casse systématique de services publics essentiels : les hôpitaux, en état de détresse, avec comme ministre un provocateur d’extrême droite, Adonis Georgiadis, ancien bonimenteur de ventes télévisées, insultant le personnel et favorisant évidemment la privatisation de la santé. L’école est dans le même état, avec récemment l’hallucinant projet ministériel d’écoles lancé et encadré par la fondation de l’armateur Onassis, et en prime désormais une chasse aux syndicalistes, qui exigerait le soutien urgent du syndicalisme international. On assiste aussi à une recrudescence des accidents du travail, signe de la surexploitation menée par un patronat dont toutes les exigences se transforment en mesures gouvernementales, servilement exécutées par le ministre des basses œuvres, Kostis Hadjizakis, sinistre exécutif de la suppression des droits des travailleur-ses. Par ailleurs, Mitsotakis est lié à des scandales d’État, le plus connu étant celui des écoutes : par le biais du logiciel Predator, diverses personnalités ont été écoutées par Mitsotakis et/ou sa garde rapprochée : le chef du Pasok, des journalistes, jusqu’à des responsables de la droite et de la police, au total des centaines de victimes ! Malgré les efforts de Mitsotakis pour étouffer une affaire qui aurait dû le pousser à la démission (il se contentera de démissionner son neveu...), un long procès est en cours, mais ce scandale alerte surtout sur la dangerosité de ce Premier ministre et de son entourage – en particulier des militants d’extrême droite promus à des responsabilités comme le « super-ministre » Makis Voridis, ancien responsable jeunesse de la

junte des colonels et connu (avant Milei et sa tronçonneuse...) comme le fasciste à la hache, qui poursuivait ainsi les étudiant-es de gauche à Athènes dans les années 70...

C’est dans ce cadre que l’an passé diverses mobilisations ont rappelé que la colère pour exiger justice pour les victimes de Tèmbi restait aussi vive, avec en particulier un concert de solidarité en octobre dans le vieux stade olympique d’Athènes, rempli par des dizaines de milliers de personnes solidaires (2).

Pendant tout ce temps, devant l’absence d’enquête digne de ce nom sur les circonstances et les causes précises de l’accident, ce sont les familles des victimes qui ont pris en main ce que Mitsotakis se refusait à faire, malgré des engagements auxquels pas grand monde ne croyait – il avait affirmé le même engagement à propos du scandale des écoutes ! Ce que les familles ont permis de mettre en lumière est accablant : 4 jours après l’accident, tout ce qui aurait permis de recueillir des indices sur le terrain a été dégagé, sur consigne d’un déblaiement express. Elles ont tenté aussi de comprendre comment l’incendie avait pu se déclencher. En même temps, elles dénonçaient la volonté du gouvernement d’étouffer l’affaire, pendant que l’Union européenne elle-même condamnait le gouvernement grec pour obstacles à la nécessaire enquête.

Janvier - février 2025 : de gigantesques « Ça suffit » !

Grâce au travail des expert-es mandatées par les familles, un élément terrible et décisif s’est ajouté début janvier 2025 : on a retrouvé des messages de victimes sur le numéro téléphonique de détresse 112. On y entend une jeune fille alerter juste après l’accident sur le fait qu’elle ne peut plus respirer. On comprend alors que ce qui était suspecté est réel : un produit – peut-être de l’essence – s’est répandu et a asphyxié plusieurs voyageur-ses avant d’exploser et de déclencher l’incendie. Le gouvernement a prétendu qu’il s’agissait de l’huile de service présente dans les locomotives. Mais ce produit n’a rien à voir, selon les expert-es. Et non seulement il a provoqué de nombreuses morts, indépendamment du choc, mais il est à peu près sûr désormais qu’il était transporté de manière

illégale, sans qu’on sache exactement comment, en quelle quantité, et au profit de qui. À partir de ce moment, dans toute la Grèce, le cri « Je n’ai plus d’oxygène » a été en ce début d’année fédérateur des nouvelles mobilisations. Et la première d’entre elles a été appelée par le comité des familles, qui par ailleurs a vivement protesté contre la nomination, par la majorité de droite, comme nouveau président de la République, de Konstantinos Tassoulas, jusqu’alors président de l’Assemblée, à l’évidence complice de Mitsotakis pour avoir caché des dossiers qui auraient été utiles à l’enquête.

C’est le dimanche 26 janvier qu’a eu lieu cette mobilisation nationale, appelée par le seul comité des familles, et relayée par tout le tissu syndical, politique de gauche et associatif. On avait beau s’en douter un peu, à la faveur des discussions et rencontres préalables de toute sorte, les rassemblements ont été énormes, dépassant de très loin le seul cadre organisé, et mettant dans la rue – dans plus de 100 villes et même à l’étranger – des centaines de milliers de manifestant-es. À Athènes, il était très rapidement impossible d’approcher de la place Syntagma, lieu du rassemblement. À ce succès, auquel ont participé quelques dizaines d’étudiant-es serbes mobilisé-es pour les mêmes causes, et ponctué par des discours très offensifs et des slogans dénonçant le gouvernement des « menteurs » et « assassins », la première réponse a été la répression violente de la fin du rassemblement, signe de la rage du pouvoir devant la réussite phénoménale de l’initiative.

Dans les jours qui ont suivi, et après le succès de manifestations de la jeunesse scolarisée le 7 février, on a vu, pour la première fois depuis 6 ans, le pouvoir totalement bousculé et indécis, hésitant entre compassion de façade (show télévisé de Mitsotakis) et insultes des ministres d’extrême droite contre

les familles, tentant de sauver son récit du drame en faisant retrouver comme par hasard une vidéo, prétendument tournée le 28 février 2023, montrant le train de marchandises – peu de gens ont cru à son authenticité. Signe des temps, une partie de la droite commence à mettre en doute l’attitude de Mitsotakis et, sur le fond, la forme de politique « orba-

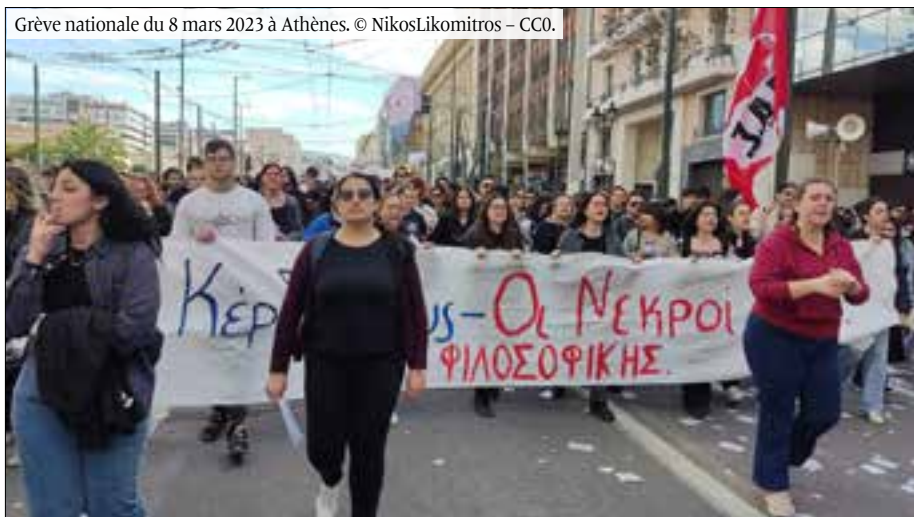
“ Un produit – peut-être de l’essence – s’est répandu et a asphyxié plusieurs voyageur-ses avant d’exploser et de déclencher l’incendie. ”

2) Une chanson a créé l’événement à cette occasion : celle écrite pour la circonstance par l’excellent chanteur Fivos Delivorias, l’adresse d’un parent à son enfant tué dans l’accident. Une autre chanson de ce concert est liée à la tragédie, celle du groupe de rap Kini Thniti (Simples mortels), dont le titre est « Je vais tarder ce soir ».

nesque » du Premier ministre (3). De plus en plus fébriles, et devant un nouvel appel à mobilisation, les propagandistes de la droite ont mis en garde contre la participation à la nouvelle journée d'action fixée pour le 28 février : celle-ci a été appelée par GSEE, la confédération unique du privé, qui jusqu'ici n'avait appelé à aucune des initiatives, et par ADEDY, la fédération du secteur public. En fait, c'est tout le mouvement syndical qui a appelé à faire grève et à se rassembler, et même les associations de commerçant-es. Le pouvoir a alors eu recours à deux arguments pous-siéreux : cette initiative serait une manipulation politique de la gauche, et même plus précisément de la nationaliste (de gauche) Zoé Konstantopoulou. Cela n'a fait que renforcer dans leurs convictions les 80 % de la population qui pensent que Mitsotakis veut étouffer les enquêtes ! Et second poncif : cette journée risque d'être dangereuse, avec peut-être des morts, ce qui sur le fond, on ne le dit pas assez, était un aveu du fait que c'est bien le pouvoir qui provoque des incidents pour déployer ses prétoriens ! Aux manettes de cette propagande, les deux ministres d'extrême droite, Voridis et Georgiadis...

La réponse au gouvernement a été sans appel : le 28 février 2025, non seulement le pays entier était à l'arrêt, avec quasiment tous les commerces fermés, mais les rassemblements ont constitué un de ces moments où « *le peuple a écrit l'histoire* », comme l'a titré le journal *Prin* (4). Partout dans le pays, les rassemblements ont été gigantesques, avec au moins 400 000 à Athènes, 200 000 à Thessalonique, des dizaines de milliers dans pas mal de villes – et même à l'étranger –, au total, certainement bien plus d'un million de manifestant-es (5) dénonçant l'étouffement des enquêtes sur la catastrophe avec, en plus des mots d'ordre antérieurs, une insistance sur celui de « Démission ! », qui se justifie d'autant plus qu'une nouvelle fois, ce pouvoir aux abois n'a eu comme réponse que de nouvelles charges très violentes de ses robocops. Mais la détermination des manifestant-es a été sans limite : à plusieurs reprises, malgré les charges, malgré l'emploi des canons à eau, des milliers de manifestant-es athénien-nes sont revenu-es devant le Parlement ! Et même des journaux de droite ont souligné que les « incidents » n'arriveraient pas à diminuer l'événement que constitue la participation d'au moins un habitant-e de Grèce sur 10 aux manifestations ce fameux vendredi !

Grève nationale du 8 mars 2023 à Athènes. © NikosLikomitros – CC0.



On n'a plus d'oxygène : dehors ce gouvernement qui nous asphyxie !

La journée historique du 28 février aurait pu constituer un pic décourageant de nouvelles initiatives, forcément moins massives. C'est tout le contraire qui se produit : les initiatives de masse se multiplient dans la rue. Ainsi, dès le soir du mercredi 5 mars, des dizaines de milliers de manifestant-es rendaient hommage aux victimes devant le Parlement, avec un émouvant lancer de 57 lanternes vers le ciel, et des dizaines de milliers d'autres faisaient de même dans le pays. Vendredi 7, c'est la jeunesse scolarisée et les personnels éducatifs, avec entre autres OLME, le syndicat enseignant du second degré, qui occupent la rue le midi, une autre manifestation ayant lieu le soir. Les stades de foot ou de basket ont été des lieux où, faits inattendus, non seulement d'immenses banderoles sont déployées réclamant justice pour Tèmbi, mais des matchs ont été stoppés à la 57^e minute, pendant 57 secondes, dans des silences impressionnants... Tout cela illustre la force et la détermination généralisées qui se traduisent dans le mot d'ordre : « on ira jusqu'au bout... Plus jamais de Tèmbi ».

Cette exigence repose sur une conscience de masse clairement résumée par l'une des figures du comité des familles de victimes, Maria Karystianou : pour elle, sa fille a été sacrifiée sur l'autel du dieu argent. Et c'est bien sûr la bataille de fond : en Grèce comme ailleurs, nos vies valent plus que leurs profits ! De ce point de vue, Mitsotakis est un symbole quasi caricatural, et l'exigence de sa démission est un mot d'ordre central aujourd'hui.

Ce point indispensable ne peut faire oublier deux problèmes. Le premier est la conséquence réjouissante des mobilisations jamais découragées depuis 2019 : Mitsotakis et son équipe, avec toute la propagande autour de « l'État parfait et infaillible », apparaissent désormais usés y compris pour une partie de la droite (6), et celle-ci prépare d'éventuelles solutions de remplacement et de replâtrage, que ce soit par l'actuel ministre de la Défense Dendias ou par le nationaliste Samaras. Il reste cependant tout à fait possible que, en jetant quelques fusibles, comme l'ex-secrétaire d'État démissionnaire Christos Triantopoulos, présenté comme l'un des responsables du déblaiement express de mars 2023, et en faisant taire pendant quelque temps les Voridis et Georgiadis (mais sûrement sans les exclure,

3) Ainsi, l'ancien ministre de droite nationaliste Antonis Samaras, exclu récemment de la Nouvelle Démocratie, a critiqué le comportement indigne du gouvernement face aux familles des victimes.

4) Le journal *Prin* est édité par le NAR, longtemps le principal groupe de la gauche anticapitaliste, issu de la scission intervenue dans le KKE (PC grec) en 1989, principalement dans le secteur de la jeunesse. Ces dernières années, plusieurs courants ont quitté NAR, qui vient de tenir un congrès pour fonder une nouvelle organisation, Kommounistiki Apeleftherosi (Libération Communiste).

5) On peut avoir une idée des foules rassemblées ce 28 février avec les photos collectées par le journal *Ef Syn* (Quotidien des Rédacteurs).

6) Mitsotakis n'a vu dans les rassemblements du 28 février qu'une toute petite minorité qui réclamait sa démission : selon lui, l'immense majorité des manifestant-es était d'accord avec lui pour une Grèce qui va de l'avant. S'il n'a pas entendu les centaines de milliers de cris réclamant sa démission et traitant son gouvernement d'assassins, on a dépassé le stade de la provocation... Par ailleurs, le 7 mars, Iannis Ikonou, qui était porte-parole du gouvernement au moment de la tragédie de Tèmbi, a déclaré devant l'Assemblée son désaccord avec la ligne actuelle « Mitsotakis ou le chaos » !

il a trop besoin d'eux), Mitsotakis réussisse à rester chef de la droite, prétextant par exemple que « ses » 157 député-es ont rejeté le 7 mars une motion de censure votée par 136 député-es d'opposition.

Des suites politiques incertaines

Mais le vrai problème est le second : c'est celui d'une gauche éclatée et toujours non crédible.

Depuis plusieurs mois, suite à la crise interne de Syriza, le principal parti d'opposition est (re)devenu le Pasok, laminé pendant la période des mémorandums... Son chef actuel, Androulakis, ferait passer le fondateur du parti Andreas Papandreou pour un révolutionnaire. Dans la crise actuelle, en plus du fait qu'il est l'une des victimes du scandale des écoutes de Mitsotakis, sa ligne a été d'aller aux rassemblements non pas comme Pasok, mais comme « père et citoyen », notant que le rassemblement du 28 février a lancé « un message de désaccord entre la société et le gouvernement ». Au Parlement, alors que Syriza et la gauche affirment que Mitsotakis doit partir, il dépose une motion de censure en insistant bien sur le fait qu'il veut avant tout la vérité sur Tèmbi, et pas la démission de Mitsotakis. La motion a quand même été cosignée par Syriza et deux autres partis de la gauche parlementaire, mais pas par le KKE...

Quant à la gauche radicale et révolutionnaire, elle condamne à juste titre la volonté de rester sur le terrain parlementaire, mais reste elle-même profondément divisée. On le constate : alors que la mobilisation sociale et le désaveu du gouvernement ultra-libéral sont exceptionnels, il ne se dégage pour l'instant pas la moindre trace de politique alternative un tant soit peu crédible à gauche (7), et cela pèse évidemment pour la suite, alors que, dès mars 2023, un mot d'ordre très partagé était « Prenez ce gouvernement et foutez le camp ! ».

On peut évoquer une ou deux pistes possibles pour les suites immédiates : la première reste évidemment la nécessaire mobilisation dans la rue, prévue dans les jours à venir, avec d'un côté l'exigence de la vérité sur Tèmbi, ce qui signifie une justice indépendante (depuis deux ans, on

a de nombreux exemples de hauts magistrats alignés sur les versions du gouvernement) et des experts sans lien avec Mitsotakis (ce qui n'est pas le cas du porte-parole du comité ayant rendu le dernier rapport). De l'autre côté, c'est dans la rue qu'il faut appliquer la « motion de censure », avec une dénonciation croissante du gouvernement qui nous prive d'oxygène. Mais on peut penser que, parallèlement, l'exigence

“ *Alors que la mobilisation sociale et le désaveu du gouvernement ultra-libéral sont exceptionnels, il ne se dégage pour l'instant pas la moindre trace de politique alternative un tant soit peu crédible à gauche.* ”

de renationalisation et d'unification des chemins de fer, avec les moyens humains et matériels donnés pour des trains sûrs et sous contrôle ouvrier, pourrait contribuer à un combat commun : diverses structures le réclament, cela pourrait être une exigence unifiante, en l'étendant d'ailleurs à celle de service public des transports en commun, vu l'état des métros à Athènes – révélé par des accidents évités de justesse – ou à Salonique (le métro, une vitrine de la droite, y est très souvent en panne). Et cela permettrait aussi de remettre en question sur les plans économique et écologique la priorité

absolue donnée à la voiture, aux camions et aux autocars privés... Et plus généralement, cela aiderait à la remise en cause de toute la politique de démantèlement et de privatisation des services publics.

Il s'agit aussi d'exiger la vérité sur d'autres drames. Dans les rassemblements athéniens, quelques cortèges faisaient d'ailleurs le lien avec l'horreur du naufrage de Pylos, avec au moins 600 migrant-es noyé-es dans des conditions suspectes, et celle des corps déchiquetés de 8 réfugiés tombés de leur canot après des manœuvres de la police maritime à Rhodes. En ces jours de mobilisation exceptionnels, justice et solidarité sont et doivent être les ferments d'une véritable alternative politique de fond ! ■

Athènes, le 8 mars 2025

7) Les sondages reflètent cette situation préoccupante : dans un sondage (institut GPO) début mars, la Nouvelle Démocratie obtient 23,1 %, le Pasok 14,8 %, Elliniki Lyssi (extrême droite) 9,2 %, le KKE 7,9 %, Plevsi Eleftherias (Konstantopoulou) 6,9 %, Syriza 6 %, Voix Logique (extrême droite) 4,2 %, Niki (extrême droite) 2,2 %, Mera (Varoufakis) 1,8 %, Nea Aristera (scission de cadres de Syriza) 1,7 %. Et 52,5 % des sondés sont en faveur d'élections législatives anticipées, en raison des développements de l'affaire de la tragédie de Tèmbi.

En cette fin mars, le gouvernement n'est pas tombé : Mitsotakis veut garder la main, malgré des sondages très mauvais. Il a donc procédé à un remaniement ministériel sans grande importance, sinon qu'il a placé un de ses deux « super-ministres » d'extrême droite au ministère des Migrations, geste très clair en direction de l'électorat de l'extrême droite. La fuite en avant continue...

En ce qui concerne l'enquête sur les causes de la tragédie criminelle de Tèmbi, le gouvernement continue sa politique d'étouffement. Face à cela, la mobilisation se poursuit, sous des formes diverses : manifestations – avec à plusieurs reprises des milliers de personnes à Athènes et Thessalonique –, rassemblements – souvent à l'initiative des associations étudiantes –, concerts... Le lien avec toutes les autres colères se renforce. Le 22 mars, la manifestation a exprimé sa solidarité avec le peuple palestinien et s'est placée sous le signe de Tèmbi et de Pylos (le naufrage d'au moins 600 migrant-es), avec ce chiffre terrible pour l'année 2024 : 27 naufrages d'embarcations de réfugié-es, 61 mort-es, 59 disparu-es... Il y aussi une colère croissante contre la répression envers des milliers d'enseignant-es qui sont l'objet de poursuites disciplinaires, et des grèves locales contre les accidents du travail se multiplient...

Toutes ces mobilisations ne demandent aujourd'hui qu'à converger. Ce qui plus que jamais pose la question de la construction de perspectives crédibles à gauche : en cette fin mars, c'est le mouvement de Zoé Konstantopoulou (ex-présidente du parlement sous Syriza en 2015), ne se prétendant ni de gauche ni de droite (!), qui pointe en second derrière la droite. Ceci indique assez bien le désaveu des jeunes et des travailleur-ses vis-à-vis des partis et organisations de gauche, de toute la gauche. Il y a urgence. Pour l'heure, la prochaine perspective de mobilisation nationale est la nouvelle grève générale lancée pour une date bien tardive, le 9 avril, par Confédération générale des travailleurs grecs et la Confédération des syndicats des fonctionnaires publics.

A.S., 24 mars 2025

« Le discours trumpiste a entraîné un changement radical dans la façon de communiquer des droites mondiales »

Donald Trump a obtenu une victoire nette lors l'élection présidentielle et cela a pris de court les nombreux observateurs qui s'attendaient à une victoire de Kamala Harris – ou du moins à un écart plus serré. Le résultat a démontré une fois de plus la rupture qui existe entre l'establishment médiatique des éditorialistes et le vote d'un électorat de plus en plus en colère.

Entretien de
Laura Camargo avec
Miguel Urbán Crespo

Par cette nouvelle victoire, Trump est devenu le deuxième président de l'histoire des États-Unis depuis 1892 à être réélu après avoir perdu la précédente élection. De plus, contrairement à 2016, il a remporté le vote populaire, une situation qui ne s'était pas produite depuis plus de vingt ans du côté républicain.

L'un des éléments clés du succès de Trump a été sa capacité à se présenter comme un *non-politicien*, comme un entrepreneur à succès, un gestionnaire, reflétant les aspirations sociales de l'Américain moyen. Son refus ostensible du « politiquement correct » a été l'un des éléments clés pour pouvoir se présenter comme un outsider vis-à-vis l'establishment partidaire nord-américain, attirant et mobilisant un vote de protestation transversal parmi les classes populaires et moyennes, principalement blanches.

En effet, une partie du succès de l'extrême droite et, en particulier, de Trump, repose sur sa capacité à amplifier un discours contestataire. Un modèle de communication que Laura Camargo Fernández a appelé « discours trumpiste » (1) et qu'elle développe largement dans son récent livre *Trumpismo discursivo. Origen y expansión del discurso de la ola reaccionaria global*. Dans cet ouvrage, Laura Camargo

propose une analyse approfondie du style de communication de l'extrême droite contemporaine, en accordant une attention particulière à la figure de Donald Trump. Tout cela en passant en revue les différents discours fascistes, de la première moitié du 19^e siècle jusqu'aux stratégies de communication actuelles à l'ère numérique.

À quoi fais-tu référence lorsque tu parles de « discours trumpiste » ?

J'ai créé le terme « discours trumpiste » pour ce livre, mais surtout pour définir le style de communication de la vague réactionnaire mondiale, dans laquelle la façon de parler et de communiquer de Donald Trump a évidemment joué un rôle clé. Pas seulement pendant sa première campagne électorale, en 2016, mais pendant toute sa première mandature. En fait, nombre des stratégies qu'il utilise sont intéressantes non seulement pour le cas des États-Unis, mais aussi pour toutes les forces d'extrême droite au niveau mondial. Des stratégies qui sont copiées par les différents dirigeants de cette internationale réactionnaire.

Donc, en résumé, c'est le type de communication politique de la vague réactionnaire mondiale, dans laquelle le rôle de Donald Trump a été et continue d'être fondamental.

Quelles innovations Donald Trump apporte-t-il par rapport, par exemple,



Laura Camargo

Laura Camargo est sociolinguiste et membre du Conseil consultatif de *Viento sur*, membre d'Anticapitalistas, section espagnole de la IV^e Internationale. Miguel Urbán Crespo, ancien député européen, est également membre d'Anticapitalistas. Publié par *Viento sur* et traduit par William Donaura. Disponible également en vidéo.

© Manu Mielniezuk

au mouvement néoconservateur nord-américain des « faucons » de Bush ou au Tea Party ?

En vérité, on peut souligner quelques similitudes. Par exemple, l'ultranationalisme et le discours suprémaciste affichant les États-Unis comme puissance indispensable

1) Nous avons choisi de traduire « Trumpismo discursivo » par « discours trumpiste » et de le laisser entre guillemets pour rendre compte du fait que l'analyse de l'auteur porte sur un *type discursif* que Trump a popularisé et développé plus que sur le discours de Trump lui-même. Nous l'avons préféré à « discours de type trumpiste », trop lourd ; à « rhétorique trumpiste », trop réduit aux seuls artifices argumentaires de forme et à « trumpisme discursif » trop centré, en français, sur Trump lui-même et peu compréhensible au final. NDT.

sur la scène internationale. Souvenons-nous de ces fameux « faucons » tels que Paul Wolfowitz, Dick Cheney ou, surtout, l'un des principaux responsables de l'invasion de l'Irak, Donald Rumsfeld. C'est quelque chose qui saute aux yeux dans leurs discours.

Je pense que les différences résident dans le fait que, dans le cas de Trump, les visées suprémacistes mondiales des États-Unis, y compris dans leurs aspects militaires, sont davantage centrées sur des mesures protectionnistes. En ce qui concerne la politique étrangère, nous voyons maintenant un Trump très agressif, un nouveau Trump très menaçant, avec un discours très brutal, qui concrétise des idées déjà mises en avant auparavant, comme le repli identitaire, l'isolationnisme ou l'autarcie. Il y a donc une différence avec les « faucons » à cet égard.

De plus, je pense que Trump se distingue par sa rhétorique plus populiste par rapport à celle, plus élitiste – on pourrait même dire proche de l'establishment, que Trump critique tant – des « faucons ». Trump, comme nous le savons, a cette façon de communiquer, de baratineur télévisuel, qui le fait apparaître comme un Américain ordinaire en s'opposant aux « élites mondialistes ». Et, d'une certaine manière, les « faucons » pourraient aujourd'hui faire partie de ce que Trump critique comme représentant l'establishment.

John Bolton incarne un fil conducteur dans tout cela. John Bolton était l'un des secrétaires à la sécurité lors de la première mandature de Trump, et un des « faucons » de Bush. Et il vient d'être licencié par Trump. En fait, il y a quelques jours, il s'est même vu retirer la protection rapprochée que lui avait attribuée le gouvernement. Alors, pourquoi cette rupture ? Parce que Trump est, en ce moment, certainement bien plus obsédé par les ennemis intérieurs que par cette menace extérieure sur laquelle les « faucons » de l'administration Bush s'étaient surtout concentrés.

En plus de ce néoconservatisme nord-américain, évidemment avec les ruptures que tu mentionnes, de quelles autres sources s'inspire ce « discours trumpiste » selon toi ?

Il s'inspire surtout du discours populiste utilisé par l'extrême droite et recoupe, dans une certaine mesure, ce que je montre dans le deuxième chapitre du livre, le discours du fascisme de l'entre-deux-guerres. Il y a cette rhétorique qui met en avant l'opposi-

tion entre le peuple et les élites, une opposition qui est à la base de la rhétorique populiste. Mais nous pouvons également mettre en évidence d'autres éléments, tels que la nécessité d'un leader charismatique comme sauveur de la situation pour sortir d'une crise très forte.

Les éléments dominants sont ceux d'un langage très simplificateur, polarisant, offensant, insultant et – dans le cas de Trump – même vulgaire, dirigé contre les soi-disant « ennemis du peuple ». Ce sont des éléments que l'on peut retrouver dans le discours du fascisme de l'entre-deux-guerres, mais la ligne commune est le discours populiste, qui ne résonne pas seulement chez ces dirigeants, mais qui est actuellement surtout utilisé par les forces d'extrême droite.

Si tu devais me citer trois grandes caractéristiques du « discours trumpiste », quelles seraient-elles ?

Il n'est pas facile d'en choisir seulement trois, mais je dirais que l'agressivité verbale en fait partie. Bien sûr, les mensonges seraient le deuxième, parmi lesquels on peut trouver différentes formes d'agressivité et diverses façons d'utiliser ce qu'on appelle les fake news. Et enfin, ce discours prétendument anti-establishment, qui, je pense, est utilisé par toutes les forces d'extrême droite, et qui a été fondamental dans le cas de Trump : la posture d'opposition aux élites. Alors que, évidemment, Trump et son équipe d'oligarques technologiques appartiennent pleinement aux élites du capitalisme étatsunien. Par conséquent, ces

Une image générée par l'IA de Donald Trump, portant une couronne, stylisée pour ressembler à une couverture de *Time Magazine*. Extrait d'un tweet du compte Twitter officiel de la Maison Blanche.



trois axes – agressivité verbale, utilisation de mensonges et discours prétendument anti-establishment – sont trois aspects clés que nous pouvons souligner, bien que ce ne soit pas facile de choisir.

Au fil des ans, nous avons vu comment le « discours trumpiste » a non seulement colonisé l'extrême droite internationale, mais aussi la droite de la démocratie chrétienne, qui en adopte le modèle discursif. J'aimerais que tu abordes cette idée que tu développes dans ton livre.

C'est l'un des principaux éléments que j'analyse et que je définis comme un processus de radicalisation de la droite, qui n'affecte pas seulement la droite démocrate-chrétienne, mais toutes les droites. Il existe un effet d'entraînement, par lequel le discours plus technocratique, froid et centré sur les chiffres, typique de la droite – et que l'on observe également dans l'État espagnol, où la droite a tenté pendant un certain temps d'incarner une sorte de centre, une image qui s'est largement évanouie – a été remplacé par un discours plus radical.

Ce processus de radicalisation affecte la droite dans sa lutte pour un espace politique que lui conteste l'extrême droite. Cela a conduit à ce que, sur le plan discursif, je considère par exemple Isabel Díaz Ayuso, présidente de la Communauté de Madrid, comme l'un des meilleurs exemples de trumpisme à l'intérieur des frontières de l'État espagnol, utilisant des stratégies très similaires. Cela ne se voit pas seulement ici, nous l'observons également maintenant dans la campagne des élections allemandes, et cela s'est vu dans le fait que la droite étatsunienne, c'est-à-dire le Parti démocrate, bien qu'elle n'ait pas adopté le style abrasif et intimidant de Trump, n'a pas su ni pu se différencier politiquement de lui. Je pense que c'est aussi l'une des clés de la défaite du projet de Kamala Harris.

Par conséquent, nous assistons à ce processus de radicalisation – non seulement en termes d'idéologie, mais aussi dans le discours – de la droite, dans le cadre de la compétition, tout sauf vertueuse, qu'elle entretient avec l'extrême droite.

Et si on devait chercher un précédent au « discours trumpiste » dans l'État espagnol, quel serait-il ?

Le grand précurseur n'est pas espagnol, mais italien, et c'est Silvio Berlusconi.

Je pense que nous pouvons mesurer, et c'est quelque chose que tu as toi-même souligné à plusieurs reprises, à quel point Berlusconi a ouvert la voie à ce que nous allons voir ensuite chez beaucoup de ces dirigeants, en particulier chez Trump. Le lien avec les médias, le fait d'avoir eu des problèmes avec la justice, le traitement proche et familier des personnes sur lesquelles ils veulent exercer une influence et, au final, le traitement profondément agressif et destructeur de leurs rivaux politiques.

Donc, Berlusconi est le grand précédent, qui a ouvert la voie au « discours trumpiste ». Dans l'État espagnol, comme tu le demandais, je vois deux personnalités que l'on pourrait rapprocher de tout ça : Jesús Gil et Ruiz Mateos. Jesús Gil, lié à l'immobilier, à l'urbanisme, avec divers problèmes de justice, et Ruiz Mateos, avec un profil très semblable. Tous deux sont des exemples de cette façon de mettre de la familiarité, de la grossièreté dans le discours politique, à des fins manipulatoires, et sont, comme je l'ai dit, agressifs verbalement et profondément hostiles envers ceux qu'ils veulent éliminer. Donc, en résumé, le grand précédent est Berlusconi, et en Espagne, Gil et Ruiz Mateos.

Pour finir, j'aimerais que tu nous recommandes un livre, en plus du tien, qui nous permettrait d'approfondir un peu plus les dynamiques de ce « discours trumpiste ».

Je viens de terminer de lire *Las redes son nuestras*, de Marta G. Franco, qui, je pense, propose une idée intéressante en rapport avec l'un des sujets du moment. C'est : que faisons-nous avec les réseaux sociaux ? Dans lesquels restons-nous ? Que faisons-nous avec X ? Que faisons-nous de ce grand haut-parleur que sont actuellement les réseaux sociaux pour l'extrême droite, et comment pouvons-nous construire nos propres réseaux ?

Et puis, il y a aussi le débat sur la question de savoir si ce dont nous avons vraiment besoin, comme le suggère mon propre livre, ce ne serait pas d'un peu plus d'activistes sociaux et d'un peu moins de *community managers*...

Et un documentaire ?

Comme le livre fait aussi très souvent référence au génocide qui se déroule actuellement à Gaza, il y a un documentaire qui m'a semblé très intéressant sur l'extrême droite

israélienne, qui s'appelle *The Bibi files* (2). Cela n'a pas exactement à voir avec la question du « discours trumpiste », mais je pense que c'est aussi très intéressant de voir comment ces figures de l'extrême droite utilisent des questions terribles, comme le génocide, que nous pensions ne plus jamais revoir, pour masquer leurs propres problèmes avec la justice. *The Bibi files* documente très bien tout cela.

Il y a un documentaire qui a beaucoup à voir avec mon livre, intitulé *The Brink* (3), qui est un documentaire sur Steve Bannon et sur la première campagne de Trump en 2016. Je pense que c'est un documentaire plus que recommandable pour mieux comprendre l'influence de Bannon, non seulement sur la vague réactionnaire américaine, mais aussi sur tout ce qu'il a essayé de faire avec *The Movement* (4) par la suite.

Et pour finir, un film ?

Il y en a peu. Ces derniers jours, j'ai vu *The Apprentice*, qui est très lié au sujet. Ce film parle justement de l'époque où Trump était jeune, quand il commençait dans l'immobilier avec sa famille, quand il a épousé Ivanka et quand, plus tard, il est devenu présentateur de télé-réalité. C'est à ce moment-là, je crois, et c'est l'une des hypothèses du livre, qu'il adopte une grande partie de ce qui deviendra plus tard le style de communication, disons, unique de Donald Trump.

Il met très bien en évidence l'influence qu'un jeune avocat (5), en plus homosexuel, a à cette époque sur sa façon d'aborder la politique et de formuler son discours, dans lequel attaquer, attaquer, attaquer est l'une des caractéristiques fondamentales ; où tout nier en est une autre, c'est-à-dire mentir chaque fois que c'est nécessaire. Et où il faut s'entourer de gens qui disent « oui » à tout. Je pense que l'on voit vraiment aujourd'hui l'influence de ces trois éléments qui apparaissent dans *The Apprentice*. ■

Le 22 février 2025

2) Le film est visible sur la plateforme Filmin, avec le titre *Expediente Netanyahu*. À la date de parution de cet article, le film n'est pas disponible en France en VOD. NDLR

3) Traduit en français par Steve Bannon, *le Grand Manipulateur*, disponible en VOD. NDLR

4) *The Movement* est une organisation politique européenne créée par Steve Bannon en 2017, après qu'il a été exclu de l'administration Trump, dans le but de rassembler des mouvements européens de droite ou conservateurs juste avant les élections européennes de 2019. NDLR

5) Il s'agit de Roy Cohn, qui fut conseiller juridique de Donald Trump et de son père, NDLR.

En attendant le printemps russe

L'hiver politique russe s'est installé avant même le déclenchement du conflit armé avec l'Ukraine, que les documents officiels qualifient par euphémisme d'« opération militaire spéciale » (OMS). La pandémie de Covid-19 de 2020 avait déjà servi de prétexte à une forte restriction de la liberté de réunion. Des amendements constitutionnels ont ensuite prolongé le mandat du président russe Vladimir Poutine, déjà en exercice depuis 20 ans, de 12 années supplémentaires, le rendant de fait président à vie.

Par
Boris Kagarlitsky

La pandémie a également justifié la modification des lois électorales, rendant la surveillance des votes et le décompte des voix quasiment impossibles. Néanmoins, à l'automne 2021, lors des élections à la Douma d'État, les électeurs moscovites ont tenté d'élire des candidats d'opposition dans la plupart des circonscriptions. Un tel scandale dans la capitale était inacceptable. Le problème a été résolu grâce au vote électronique à distance (VED). Dès que les résultats du VED ont été ajoutés au décompte général, les candidats de l'opposition (qui avaient souvent mené avec une avance impressionnante) ont été soudainement dépassés par ceux du parti au pouvoir. L'opposition parlementaire, officiellement sanctionnée, s'est résignée à ce résultat et elle a perdu toute importance politique. Ces partis n'étaient même plus perçus comme un canal par lequel les citoyens pouvaient exprimer leur mécontentement à l'égard des politiques gouvernementales.

La répression systématique

Il ne restait plus que l'opposition hors système, dont le représentant le plus influent était Alexeï Navalny. Cependant, une nouvelle législation répressive a rapidement détruit le réseau national de bureaux qu'il avait construit. Leurs dirigeants ont été arrêtés ou contraints à l'exil. Navalny lui-même, de retour d'Al-

lemagne où il avait été soigné après une tentative d'empoisonnement (présumée), a été arrêté à l'aéroport et est décédé en détention le 16 février 2024. Récemment, un tribunal russe a statué que la simple mention du nom « Alexeï » pouvait être considérée comme un signe d'extrémisme.

Dans le cadre de la répression plus large de la dissidence, la tristement célèbre loi sur les « agents étrangers » a été promulguée. En vertu de cette loi, tout citoyen russe considéré comme sous influence étrangère peut être qualifié d'agent étranger sans aucun contrôle judiciaire. Les personnes désignées comme telles se voient interdire d'enseigner dans les universités publiques, de participer aux campagnes électorales et sont même soumises à des restrictions concernant les revenus issus d'activités créatives ou la location de biens immobiliers. La loi continue d'être étendue avec de nouvelles interdictions et restrictions.

Les autorités ont exercé une pression active sur les « agents étrangers » désignés pour qu'ils émigrent, tandis que ceux qui sont restés en Russie ont dû se conformer à de nombreuses exigences bureaucratiques humiliantes sous peine d'amendes et, à terme, d'emprisonnement. De plus, un registre des terroristes et des extrémistes a été créé, où tout citoyen peut être inscrit sur simple décision administrative. Une fois inscrit, l'individu perd non seulement l'accès à ses comptes bancaires, mais il lui est également interdit d'effectuer des

“ *Tout citoyen russe considéré comme sous influence étrangère peut être qualifié d'agent étranger sans aucun contrôle judiciaire.* ”



Boris Kagarlitsky

Cet article a été envoyé par **Boris Kagarlitsky**, militant socialiste et prisonnier politique russe anti-guerre depuis la colonie pénitentiaire de Torzhok, en Russie, où il purge une peine de cinq ans pour « justification du terrorisme ». Traduction en anglais de Dmitry Pozhidaev pour *LINKS International Journal of Socialist Renewal*, traduction vers le français par Sylvie Parquet.

© Skilpaddle — Travail personnel, CC BY-SA 3.0

transactions bancaires, même en espèces, sans autorisation spéciale.

Avec la guerre, les purges systématiques

Ainsi, avant même l'arrivée des chars russes à Kiev le 24 février 2022, un vaste système de mesures répressives avait déjà été mis en place, gelant de fait la vie politique du pays. Le conflit armé a simplement servi de prétexte pour serrer encore davantage la vis. Des dizaines de lois répressives supplémentaires ont été

promulguées ou durcies. On estime que le nombre de prisonniers politiques se situe entre 1 000 et 3 000, bien que certains éléments portent à croire que ces chiffres sont largement sous-estimés.

Tous les partis de la Douma ont unanimement soutenu la politique du gouvernement. Néanmoins, ils ont eux aussi subi des purges systématiques. Les militants et les politiciens jugés peu fiables ont été qualifiés d'agents étrangers (comme Oleg Shein d'Une Russie juste et levgueni Stoupine du Parti communiste de la Fédération de Russie). Ils ont été démis de leurs fonctions au sein du parti, exclus des listes électorales et contraints de quitter le pays. Nombre d'entre eux se sont tus par peur, mais même cela ne garantissait pas toujours leur sécurité.

Une vague de purges a déferlé sur les universités, entraînant le renvoi de professeurs soupçonnés d'être des dissident-es. Journaux, revues et sites web ont été fermés. Plusieurs tentatives infructueuses de blocage des réseaux sociaux ont été menées, mais l'État s'est heurté à des obstacles technologiques. L'exode massif de personnes mécontentes de la situation, ainsi que la fuite des jeunes hommes fuyant la mobilisation à l'automne 2022, semblaient avoir mis fin à l'activité civique indépendante, transformant le pays en un désert politique. C'est du moins l'impression que l'on pourrait avoir à première vue, mais on peut voir des processus plus profonds qui échappent souvent à l'attention des observateurs occasionnels.

La résistance clandestine

La réalité de l'accès des Russes aux ressources en ligne de l'opposition révèle un tableau plus complexe. Les critiques du régime ne se contentent pas de pouvoir diffuser depuis l'étranger, à l'instar des « voix ennemies » qui infiltraient autrefois les foyers soviétiques par ondes radio. La lutte permanente autour d'internet témoigne d'une résistance populaire généralisée. Chaque fois que YouTube est ralenti, ou qu'un autre service ou réseau social est bloqué en Russie, d'innombrables experts en technologie développent des accélérateurs et des logiciels pour contourner les restrictions, dont beaucoup sont entièrement gratuits.

Le nombre croissant de prisonniers politiques témoigne également d'une montée de la contestation. De plus, leur profil social et culturel a radicalement changé. Autrefois, le prisonnier politique type était un jeune membre de l'intelligentsia, mais aujourd'hui, de plus en plus de détenus sont d'âge moyen, souvent moins instruits et engagés dans un travail physique. Leurs opinions politiques diffèrent sensiblement de celles de l'opposition libérale urbaine. Par exemple, ils ont tendance à considérer le passé soviétique sous un jour beaucoup plus positif, notamment ses politiques sociales. En ce sens, le mouvement de protestation devient plus populaire, plus axé sur les questions sociales et plus ancré à gauche.

La campagne de Nadejdine

Un indicateur important de la volonté de changement de la société est apparu en janvier 2024, avec la campagne pour la désignation de Boris Nadejdine (1) comme candidat à la présidence. Le simple fait qu'il ait été autorisé à recueillir des signatures

“ Le nombre croissant de prisonniers politiques témoigne également d'une montée de la contestation. ”

suggérait qu'une faction au sein de l'élite dirigeante se souciait au moins de préserver l'apparence de procédures démocratiques. Nadejdine, malgré ses positions politiques modérées, se présentait comme un « candidat anti-guerre ». La croissance rapide et nationale de ses bureaux de campagne a constitué une très grande surprise. Ils ont poussé « comme des champignons après la pluie », avec la participation significative de divers groupes de gauche. Lorsque la campagne de Nadejdine a recueilli 300 000 signatures – bien plus que les 100 000 requises –, il a été, comme prévu, disqualifié de la course. Cependant, cet épisode a clairement démontré l'existence d'un potentiel protestataire important dans le pays.

Alors que les exilé-es de l'opposition libérale ont accueilli la campagne de Nadejdine avec, au mieux, un certain scepticisme, les militant-es de gauche resté-es en Russie l'ont largement soutenue, quoique de manière critique. Il est également remarquable que les plateformes en ligne de gauche, malgré tous les risques et les défis, s'efforcent de continuer à opérer depuis la Russie. Cela les oblige souvent à se montrer plus prudentes dans

leurs critiques, mais leur permet de rester connectées à leur public. Même les rares médias libéraux encore présents en Russie ont été contraints de s'appuyer sur des journalistes et commentateurs de gauche.

La solidarité avec les prisonniers russes

Après la mort de Navalny, l'opposition en exil a été en proie à de nombreux scandales et conflits. Bien sûr, tous les membres de l'émigration libérale n'ont pas pris part à ces conflits. Par exemple, Vladimir Kara-Murza, qui avait passé beaucoup de temps en prison et avait été libéré en août 2024 dans le cadre d'un échange de prisonniers entre la Russie et l'Occident, a concentré tous ses efforts sur le soutien aux prisonniers politiques encore en Russie. Cependant, le climat général au sein de la communauté en exil n'a guère contribué à renforcer sa crédibilité.

En revanche, les militant-es resté-es en Russie, ainsi que les groupes à l'étranger qui entretenaient des liens avec eux, ont favorisé un climat de solidarité et d'entraide. Le soutien aux prisonniers politiques est devenu un axe central de leurs activités (2). Les gens collectent des fonds, envoient des colis et écrivent des milliers de lettres pour exprimer leur solidarité avec ceux qui sont derrière les barreaux. L'expérience de la collecte de fonds pour les prisonniers a démontré l'émergence d'une culture autonome, fonctionnant sans subventions étrangères, sans subventions des oligarques ni soutien de l'État.

La fonte des glaces

En guise de première conclusion, nous pouvons observer que des processus sous-jacents remodelent l'équilibre des pouvoirs au sein de la société. Lorsque le prochain printemps politique s'amorcera, le paysage révélé sous la fonte des glaces sera sensiblement différent de celui d'avant.

Mais avons-nous des raisons d'espérer un printemps, et encore plus de l'espérer bientôt ? Il semble que oui.

La montée de l'autoritarisme dans les années 2020 n'était ni accidentelle ni le résultat de la volonté de vétérans des services de sécurité qui s'étaient emparés de postes clés au sein de l'État. Au contraire,

1) « Russia: Boris Kagarlitsky on the Nadezhdin phenomenon », Boris Kagarlitsky, 23 janvier 2024, *Links*.

2) « Une lettre de prison sur la situation de la gauche russe », Boris Kagarlitsky, le 7 avril 2024, *Inprecor*.

l'escalade du conflit avec l'Ukraine et la marche sur Kiev en 2022 ont été largement motivées non seulement par des tensions internationales, mais aussi par des contradictions internes. On espérait qu'une « petite guerre victorieuse » consoliderait la société, à l'instar de l'annexion de la Crimée en 2014. Mais si cette victoire avait été rapide et sans effusion de sang, les événements se sont déroulés cette fois-ci tout autrement. Non seulement la guerre n'a résolu aucun des problèmes existants de la Russie, mais elle en a créé de nouveaux. Le conflit a permis au gouvernement de reporter indéfiniment des réformes attendues depuis longtemps, mais les contradictions et les tensions n'ont fait que s'accumuler, y compris au sein de l'élite dirigeante.

Les limites de l'économie de guerre

Bien sûr, nombreux sont ceux qui ont profité de la guerre en Ukraine et des contrats militaires, mais les secteurs civils de l'économie en ont souffert. Parallèlement, la perspective d'un accord de paix imminent pose de nouveaux défis majeurs. L'économie russe ne s'est pas effondrée sous l'effet des sanctions et affiche même une croissance notable, mais elle est devenue de plus en plus contradictoire. La réduction des liens avec l'Occident n'a pas

conduit à une réorientation cohérente vers les partenaires commerciaux des BRICS (Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud). Cela est devenu particulièrement évident lorsque la Chine et l'Inde ont réduit leurs achats de pétrole russe, soulignant ainsi qu'au-delà des exportations de matières premières, les entreprises russes ont peu à offrir aux marchés mondiaux.

Parallèlement, les secteurs socialement importants se contractent rapidement et les dépenses militaires sont devenues le principal moteur de la croissance économique. Cependant, maintenir ce niveau de dépenses de défense après un cessez-le-feu sera difficile, non seulement financièrement, mais aussi politiquement. La lutte contre l'inflation repose sur la hausse du taux directeur de la Banque centrale, rendant le crédit inaccessible à une grande partie du secteur des entreprises et étouffant la demande non militaire. Il apparaît de plus en plus clairement qu'une transition vers un développement pacifique nécessitera une redistribution massive des ressources et un changement de priorités et d'approches, ce qui est impossible sans une transformation radicale des processus décisionnels. Un changement politique est donc inévitable.

Même une partie importante de l'élite dirigeante commence à saisir cette réalité. La majorité de la société et la classe domi-

nante rêvent peut-être d'un retour aux jours « heureux » de 2019, mais malheureusement, c'est impossible – en raison de l'évolution du paysage géopolitique sous l'ère Trump, des difficultés économiques et de la profonde lassitude accumulée dans toutes les couches de la société après le « long règne » de Poutine. Pris ensemble, ces facteurs rendent le changement non seulement attendu depuis longtemps, mais inévitable.

L'avenir émergera des prisons

Si les accords de paix peuvent apaiser les tensions mondiales, ils ne résolvent pas les problèmes internes de la Russie ; au contraire, ils les exacerbent (ce qui explique en partie pourquoi le processus de paix lui-même est si semé d'embûches). Le changement est en marche ; la seule question est de savoir quels intérêts le façonneront et sur quels principes les nouvelles priorités seront formulées.

Les contradictions sociales et économiques exigent des solutions politiques. La campagne répressive de 2020-2024 n'a réussi qu'à geler temporairement la situation, mais elle a également créé de nouvelles conditions qui influenceront inévitablement l'évolution future. Comme l'a fait remarquer le célèbre blogueur de gauche Konstantin Syomin en 2023, les demandes de participation à la vie politique passent désormais par le système pénitentiaire. Ni les exilés libéraux ni les bureaucrates actuels ne seront capables de formuler de nouvelles idées pour le développement du pays ; ils restent prisonniers du passé.

Si le changement s'amorce, la société elle-même proposera de nouveaux dirigeants. Certains d'entre eux sont actuellement dans les tranchées en Ukraine, d'autres s'efforcent de soutenir des initiatives locales ou de préserver les vestiges de médias indépendants. Les prisonniers politiques d'aujourd'hui pourraient se retrouver en première ligne des efforts visant à bâtir de nouvelles institutions sociales et à débarrasser les écuries d'Augias des problèmes accumulés. Ils sont prêts à œuvrer à la transformation de leur pays et du monde.

Mais pour l'instant, ils ont avant tout besoin de soutien et de solidarité. Ensuite, les événements suivront leur cours naturel.

La manière dont cela se déroule est bien connue de l'histoire russe. ■



Midi contre Poutine : des personnes font la queue pour entrer dans un bureau de vote, le dernier jour de l'élection présidentielle à Moscou, en Russie en 2024. © Maxim Shemetov / Reuters.

Le 18 février 2025

Le défaitisme révolutionnaire, hier et aujourd'hui

Simon Hannah examine les différentes positions de la gauche après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et la position de Lénine sur le « défaitisme révolutionnaire » au regard de cette guerre en cours.

Par
Simon Hannah

Le débat au sein de la gauche à propos de la guerre en Ukraine a mis en lumière de sérieux désaccords sur les questions internationales, dont certains couvaient et se sont approfondis depuis plus d'une décennie. Entre 2001 et 2011, il y avait une unité globale au sein de la gauche sur la question de l'impérialisme et la manière d'y répondre. C'était une période d'attaques explicites et évidentes contre la souveraineté de pays comme l'Afghanistan ou l'Irak par les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres forces impérialistes. Cette agression impérialiste à visage découvert a provoqué des mouvements de masse dans le monde entier contre la prétendue « guerre contre le terrorisme ».

Pour les socialistes, l'attitude face à l'invasion de l'Afghanistan ou de l'Irak était aussi simple que face à l'invasion étatsunienne du Vietnam : s'opposer à la guerre et aussi soutenir le droit de ce peuple à résister à la colonisation. Nous ne choisissons pas si nous défendons (ou non) un pays en raison de la nature de son gouvernement ou de la direction de son mouvement de résistance nationale, pas plus que nous ne rejetons les aspirations nationales des Palestiniens à cause de la politique réactionnaire du Hamas. C'est là une position de base, pas même de gauche, mais simplement démocratique bourgeoise : toute nation a le droit à l'autodétermination et aucune autre nation ne peut imposer un changement de régime en utilisant des missiles et des tanks. Ce sont des principes clairs et évidents,

tellement évidents que la grande majorité de la gauche s'est unifiée autour d'eux à l'époque.

Une nouvelle forme de campisme

Mais on a connu un début de divergence et une fracturation de la perspective générale à propos de la Lybie en 2011. Au cours du Printemps arabe, il y a eu un soulèvement armé contre Mouammar Kadhafi, mené par différents groupes ethniques, soulèvement dans un premier temps désorganisé et chaotique. C'était la première guerre du 21^e siècle, dans laquelle division et subdivision impérialistes sont devenues plus compliquées. Au départ, cela s'expliquait par le rôle joué

par les mouvements démocratiques contre des dictatures « anti-impérialistes ». Alors, progressivement, certains au sein de la gauche ont commencé à minimiser le rôle des puissances impérialistes qui ne situaient pas en Europe occidentale ou

en Amérique du Nord, plus précisément la Russie et la Chine.

Sentant l'opportunité de renverser un régime qui avait parfois été une épine dans le flanc de l'Occident, l'OTAN est intervenue pour soutenir le soulèvement et lui fournir un appui aérien pour éviter qu'il ne soit complètement anéanti par les troupes de Kadhafi. Ce n'était pas la célébration d'une révolte populaire par l'impérialisme occidental, mais un calcul pragmatique selon lequel le renversement de Kadhafi était conforme aux intérêts des impérialistes occidentaux. C'était également conforme aux intérêts des Libyens, bien sûr.

“ Les masses ont une vue pratique et non théorique des choses ”

V.I. Lénine (1)



Simon Hannah

Simon Hannah est écrivain, militant et syndicaliste, membre d'Anti*capitalist Resistance, section britannique de la IV^e Internationale. Il vit dans le sud de Londres. Il est secrétaire adjoint de section à l'Unison et a écrit plusieurs livres, dont *A Party With Socialists In It: A History of the Labour Left*. Cet article est paru en mai 2022 dans le magazine en ligne *Tempest*. Traduit par François Coustal. Le terme « socialist », qui signifie pour l'auteur la gauche hors du Labour Party, est tantôt traduit par « la gauche », tantôt par « les socialistes ».

Une vision déformée

Et puis, il y a eu la Syrie. Le mouvement pour les droits démocratiques a été brutalement réprimé par le régime de Bachar el-Assad, plongeant le pays dans une guerre civile qui a duré 10 ans. Les impérialistes occidentaux étaient beaucoup moins réticents à intervenir dans cette affaire, alors que l'impérialisme russe aidait généreusement son allié Assad, en fournissant du matériel, des

1) « Report at a meeting of bolshevik delegates to the all-russia conference of soviets of workers' and soldiers' deputies april 4 (17), 1917 », Lénine, publié dans la *Pravda* le 7 novembre 1924.

mercenaires, des conseillers militaires et en soutenant financièrement le gouvernement. L'Iran et le Hezbollah sont également intervenus pour écraser le soulèvement populaire. Les États-Unis sont intervenus dans le nord de la Syrie pour prêter main-forte aux Kurdes du YPG (Unités de défense du peuple) en ciblant l'État islamique, tout en se gardant de contribuer à détruire l'armée du gouvernement syrien. Ce conflit a provoqué une énorme scission au sein de la gauche internationale, certains se rangeant du côté du soulèvement des Kurdes, et d'autres du côté du régime d'Assad parce qu'il serait « anti-impérialiste », alors qu'il était en réalité dépendant de l'impérialisme russe. Certains au sein de la gauche étaient ambivalents en ce qui concerne le soulèvement arabe contre Assad, mais très favorables aux Kurdes parce qu'ils les considéraient comme un authentique mouvement de libération nationale doté d'une orientation politique de gauche. Au final, la révolution populaire a été écrasée et certains à gauche ont acclamé la chute d'Alep, le même type de gens « de gauche » que ceux qui ont soutenu l'invasion de la Hongrie par les tanks russes en 1956 pour y renverser le soulèvement des ouvriers.

Le cas de l'Ukraine

La guerre en Ukraine a suscité une vive polémique sur la tactique et la stratégie, et un complet désaccord sur le rôle de l'impérialisme dans ce conflit. Le désaccord essentiel porte sur jusqu'à quel degré l'Ukraine a le droit de se défendre contre l'invasion par une puissance impérialiste. Certains au sein de la « gauche » encouragent la Russie et croient que c'est une guerre engagée par la Russie pour dénazifier l'Ukraine. Je ne vais pas traiter cet argument tellement il est manifestement ridicule. Mais d'autres concluent que parce

“ *En Lybie, l'OTAN est intervenue contre Kadhafi. Ce n'était pas la célébration d'une révolte populaire mais un calcul pragmatique selon lequel le renversement de Kadhafi était conforme aux intérêts des impérialistes occidentaux.* ”

que l'Ukraine est dans l'orbite occidentale – par exemple, elle a demandé à rejoindre l'OTAN – alors Volodymyr Zelensky et son gouvernement sont des agents par procuration

de Washington, Londres, Paris et Berlin. Ils voient donc le conflit comme l'exemple d'une guerre inter-impérialiste entre la Russie et l'Occident qui se bat à travers son subordonné de Kiev.

Les socialistes qui refusent à l'Ukraine le droit de se défendre contre l'invasion par une puissance impérialiste à cause de l'orientation politique du gouvernement ukrainien ont perdu toute compréhension de la question nationale et de la façon dont le peuple d'Ukraine a réellement répondu à l'invasion russe. En pratique, ils

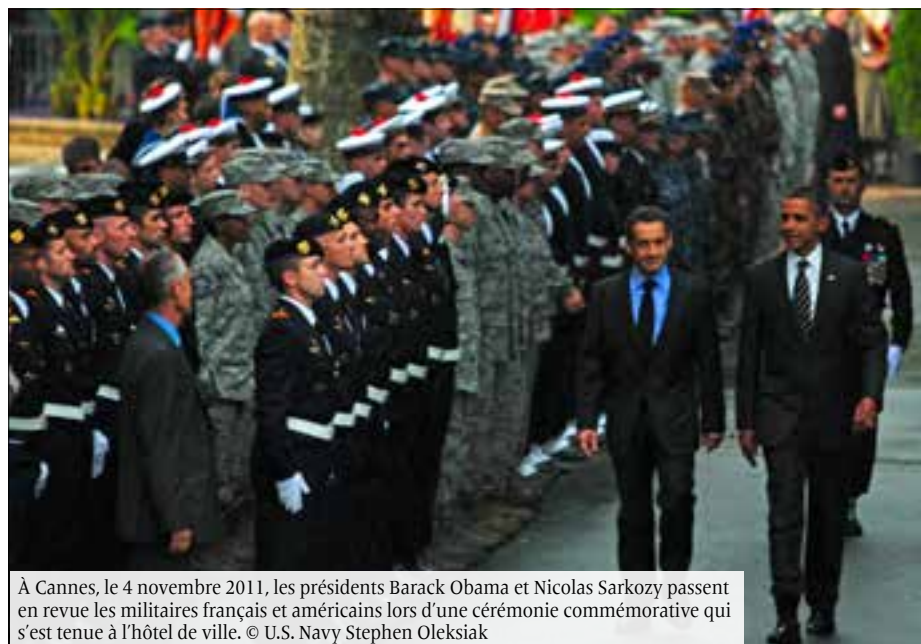
s'opposent au droit à l'autodétermination parce qu'ils n'aiment pas le gouvernement ukrainien, ce qui n'est pas pertinent par rapport à la discussion sur les principes. Avec un tel raisonnement, personne ne devrait soutenir les Tigres tamouls, les combattants du Hamas ni même les Républicains irlandais, tous ces mouvements qui ont eu (et ont encore) des positions réactionnaires sur nombre de sujets et étaient pro-capitalistes. Ils se servent aussi de l'excuse selon laquelle l'Ukraine veut rejoindre l'OTAN pour suggérer qu'elle est elle-même une puissance impérialiste.

Comme l'Ukraine est vue comme agissant par procuration pour l'Occident et qu'elle reçoit des missiles contre les tanks et les avions, certains tracent un signe d'égalité entre la Russie et l'Ukraine et en concluent que les deux côtés doivent perdre. Comment les deux côtés peuvent-ils perdre ? En réalité, ce serait une impasse de longue durée qui durerait des années, avec d'innombrables morts.

Mythes et réalités

D'autres essaient d'être plus nuancés et disent que les peuples d'Ukraine devraient résister, mais qu'ils devraient d'abord renverser leur gouvernement parce que leur gouvernement soutient l'impérialisme américain. Ainsi, prétendent-ils, en face de l'invasion actuelle, alors que les tanks et les véhicules blindés russes foncent sur ses principales villes, la classe ouvrière ukrainienne aurait besoin de former un mouvement des masses avec une conscience de classe. Ils présument qu'un tel mouvement serait révolutionnaire par nature, serait doté d'une compréhension complète du rôle réactionnaire de l'OTAN et de l'impérialisme occidental et réussirait à renverser le gouvernement avant de proclamer un nouveau gouvernement du type de celui de la Commune de Paris. Alors seulement il serait légitime d'impulser une « défense socialiste » du pays. En quoi est-il utile pour le peuple ukrainien qu'en Occident des socialistes souhaitent que sa situation politique soit totalement différente et beaucoup plus favorable ?

En réponse à l'invasion d'une armée, sous le commandement de ceux qui ont supervisé le massacre de la révolution syrienne et la destruction de Grosny, il est pourtant compréhensible que le peuple ukrainien – même ceux qui n'aiment pas Zelensky et se sont opposés à lui et à sa



À Cannes, le 4 novembre 2011, les présidents Barack Obama et Nicolas Sarkozy passent en revue les militaires français et américains lors d'une cérémonie commémorative qui s'est tenue à l'hôtel de ville. © U.S. Navy Stephen Oleksiak

politique – défende son pays et ses communautés contre l'occupation russe. Comme le dit Lénine : « *quand le travailleur dit qu'il veut défendre son pays, c'est l'instinct d'un homme opprimé qui parle en lui* » (2).

La militarisation

Cependant, c'est clair que le gouvernement Zelenski doit être renversé, exactement comme celui de Poutine, ou celui de Joe Biden, ou celui de Boris Johnson ou celui de Victor Orban, de même que tous les autres gouvernements bourgeois. Et la guerre en Ukraine fournit une chance d'explosion révolutionnaire contre l'ordre existant (3). Mais pour passer de « les Russes sont les envahisseurs, nous devons défendre nos foyers » à « tout le pouvoir au soviet d'Ukraine », il faut un sérieux travail de front unique au côté de la grande masse du peuple ukrainien mobilisé par le gouvernement dans le cadre des unités de défense populaire. Cela signifie être un pas en avant des masses, pas quinze kilomètres en avant.

La création d'unités de défense populaire signifie qu'il existe désormais une milice en Ukraine, milice qui est armée mais avec un entraînement militaire terriblement rudimentaire. Les socialistes qui défendent l'idée de boycotter ces unités sont des pacifistes, même s'ils citent Lénine pour justifier leur position. En réalité, Lénine défendait que la « militarisation » de la société au cours d'une guerre en est l'un des rares aspects positifs : « *Actuellement, la bourgeoisie impérialiste militarise, non seulement l'ensemble du peuple, mais même la jeunesse. Demain, elle entreprendra peut-être de militariser les femmes. Nous devons dire à ce propos : tant mieux ! Qu'on se hâte ! Plus vite cela se fera, et plus sera proche l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment les social-démocrates pourraient-ils se laisser effrayer par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils n'oubliaient pas l'exemple de la Commune de Paris ?* » (4)

Ici Lénine évoque l'armement d'une nation impérialiste, pas d'une semi-colonie ou d'une colonie.

Sur les armes et leur origine

Certains socialistes ont défendu le droit des Ukrainien·nes à résister à l'occupation, mais aussi que les nations impérialistes occidentales ne devraient pas fournir de matériel et d'armements pour les combats. Leur position est que la fourniture d'armes antitanks par Londres modifie fondamentalement le caractère de classe de la résistance nationale et qu'il n'est donc pas possible de fournir des armes aux Ukrainiens. D'autres affirment que les armes ne doivent être fournies qu'aux organisations ouvrières ukrainiennes mais, si ces organisations ne sont pas identifiées et ne sont pas une réalité concrète, il ne s'agit que d'un prétexte pour ne pas fournir un armement plus important au pays. Lorsque l'on est confronté à l'armée russe, l'appel à désarmer l'Ukraine est essentiellement un appel à ce que la Russie puisse triompher plus facilement.

Il faut répéter que l'identité de ceux qui fournissent des armes à un mouvement de libération nationale ou à un pays qui résiste à une invasion impérialiste est secondaire par rapport à la légitimité du combat lui-même. Il était justifié que les Kosovars obtiennent des armes fournies par l'Occident dans les années 90. Il était justifié que la résistance syrienne et les Kurdes obtiennent des armes pendant la révolution syrienne. Ces armes ont-elles été livrées avec des contraintes ? Parfois oui, mais on ne peut ignorer l'autonomie d'un peuple qui mène un combat légitime pour la liberté, au motif des manipulations impérialistes.

Impérialismes et pays dominés

Certains à gauche tiennent apparemment pour acquis que dans le système du monde moderne, l'impérialisme, chaque semi-colonie parmi les plus pauvres se situe dans l'orbite d'un autre pays impérialiste et qu'en conséquence la question nationale est superflue. Il ne s'agit pas là d'une idée nouvelle. Dans la brochure de Junius (5), Rosa Luxemburg affirme que

le monde a d'ores et déjà été divisé par l'impérialisme et que, en conséquence, tous les conflits sont à un degré ou à un autre des conflits inter-impérialistes. La question nationale est donc renvoyée au passé et seul le socialisme est maintenant à l'ordre du jour. Le problème est que cette approche ignore totalement toutes les authentiques questions nationales qui pourraient exister, par exemple lorsque votre pays est envahi par une nation beaucoup plus puissante qui se situe juste à votre frontière et dont les dirigeants ont publié des textes affirmant que votre pays est une erreur et ne devrait pas exister (6).

Dans des écrits de 1916, pour partie en réponse à ce type de positions, Lénine affirmait :

Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre « grande » puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les socio-démocrates à renier leur républicanisme (7).

Ces questions sont cruciales car nous entrons dans un monde multipolaire dans lequel une analyse basée sur la guerre froide ne fonctionne plus. Alors que la Russie et la Chine déploient leur puissance impérialiste, il y aura de plus en plus de conflits dans lesquels un pays très pauvre ou un groupe ethnique cherchera du secours auprès de l'Occident. Si les socialistes utilisent alors une vision simpliste des relations internationales pour orienter leur réflexion, alors nous serons pris à contre-pied. Nous ne pouvons pas simplement mettre un signe moins là où la bourgeoisie occidentale met un signe plus. Nous devons utiliser la théorie pour

2) *Idem.*

3) « A strategy for the working class in ukraine », Simon Hannah, *Anticapitalist Resistance*, 10 mars 2022.

4) « Le programme militaire de la révolution prolétarienne », Lénine, septembre 1916.

5) « La crise de la social-démocratie », Rosa Luxemburg, 1915. Le texte deviendra célèbre sous le nom de « brochure de Junius », pseudonyme utilisé par l'autrice, en référence à un pamphlétaire anti-absolutiste anglais.

6) Article de Vladimir Poutine « sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens », 12 juillet 2021.

7) « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », Lénine, janvier-février 1916.



Fraternisation de la foule avec les soldats dans les rues de Petrograd, 1917. © Paris Berlin AKG

éclaircir et expliquer, pas pour ériger des barrières en face de la réalité.

Le conflit en Ukraine a aussi vu certains socialistes appeler à la défaite pour les deux côtés du conflit, faisant reposer leur position sur celle défendue par Lénine entre 1914 et 1916. La suite de cet article va examiner ce que cette politique signifie – et ce qu'elle ne signifie pas – en pratique et son utilité pour développer aujourd'hui une politique socialiste cohérente à propos de l'Ukraine.

Que signifie « défaitisme révolutionnaire » ?

Le point de vue de Lénine sur les guerres inter-impérialistes semble assez simple :

La bourgeoisie de toutes les grandes puissances impérialistes : Angleterre, France, Allemagne, Autriche, Russie, Italie, Japon, États-Unis, est devenue tellement réactionnaire, elle est tellement animée du désir de dominer le monde que toute guerre de la part de la bourgeoisie de ces pays ne peut être que réactionnaire. Le prolétariat ne doit pas seulement être opposé à toute guerre de ce genre, il doit encore souhaiter la défaite de "son" gouvernement dans ces guerres et les mettre à profit pour déclencher une insurrection révolutionnaire si l'insurrection en vue d'empêcher la guerre n'a pas réussi (8).

Tout-e travailleur-se ayant une conscience de classe se méfiera des actions de son gouvernement et de sa classe capitaliste dans le cadre d'une guerre, que

cette nation soit une nation impérialiste ou non. Dans une guerre impérialiste, tout-e travailleur-se ayant une conscience de classe méprisera les politiciens bellicistes et les appels des patrons à « l'unité dans l'effort de guerre », à travailler plus, à accroître la production, à travailler gratuitement le week-end, à interdire les grèves et les réunions publiques, etc. Vous ne souhaitez pas la victoire de votre gouvernement parce que vous savez qu'il en résultera nationalisme, patriotisme et chauvinisme débridés, qui sont les ennemis du socialisme. Cela lierait les masses à leur bourgeoisie à travers la glorification des succès de la nation, toutes choses qui sapent et diluent la conscience de classe.

Il y a du vrai dans l'idée qu'une guerre impérialiste qui tourne mal contribue à développer la contestation radicale contre un gouvernement. La révolution russe de 1917 a été largement rendue possible parce que la guerre était si désastreuse pour la Russie qu'elle causait une misère indicible dans le pays et que les paysans, envoyés se battre et mourir sur le front, étaient excédés et désiraient la paix. Si la guerre avait bien tourné et que la Russie avait pénétré dans d'autres pays et s'était emparée de nouveaux territoires, tout cela sous la brillante direction du tsar, cela aurait alors créé au sein du peuple un sentiment nationaliste plus important. Et les révolutions de Février et d'Octobre n'auraient sans doute pas eu lieu.

De même, lorsque la guerre du Vietnam a mal tourné pour les États-Unis,

le sentiment d'une crise nationale grandissante s'est exacerbé et a approfondi les autres contradictions sociales, s'est articulé avec d'autres thématiques en les radicalisant, et particulièrement la lutte contre le racisme. Le sentiment que le gouvernement est en crise et que son pouvoir impérial faiblit donne un sentiment de force à la classe ouvrière et aux opprimés pour s'organiser et riposter sur d'autres fronts – bien que cela rende aussi la classe dominante encore plus brutale et violente sur le plan intérieur afin de maintenir l'ordre.

Le problème qui surgit, si l'on considère chacun des slogans formulés aux différents moments de la guerre comme un appel pratique et immédiat à l'action, est que cela télescope différents niveaux d'analyse et d'activité. La position de Lénine sur le défaitisme était en grande partie une réaction propagandiste à la trahison du socialisme qu'était la position *défensiste*, particulièrement lorsque, dans toute l'Europe, les socio-démocrates ont soudainement commencé à soutenir les objectifs de guerre de leur propre gouvernement sous prétexte qu'il s'agissait de conflits « défensifs ». On devait alors contester le slogan de « défense de la mère-patrie » parce qu'il s'agissait clairement d'un mensonge pour promouvoir une guerre d'expansion et d'agression. Une grande partie de la propagande impérialiste à propos de la Première Guerre mondiale reposait sur l'idée que cette guerre avait été déclenchée par quelqu'un d'autre et que chaque pays belligérant ne faisait que se défendre face aux actions de ses voisins belligérants. C'est la capi-

8) « Le programme militaire de la révolution prolétarienne », idem.

tulation des socialistes devant les buts de guerre impérialistes de leur propre classe dominante que combattait Lénine avec sa politique du défaitisme.

Les formes concrètes du slogan

Il y a une interprétation souple et une interprétation stricte des conclusions pratiques induites par le défaitisme révolutionnaire. Dans une guerre impérialiste, l'interprétation souple consiste à ne pas encourager les buts de guerre de son propre gouvernement et à défendre des slogans principaux comme « pas un sou ni un homme pour la machine de guerre ». Dans l'agitation, on utilise chaque défaite militaire pour souligner que la guerre est vaine, qu'elle provoque un bain de sang inutile, et que le gouvernement doit être renversé pour nous avoir plongés dans ce chaos au profit des grands industriels. On poursuit la lutte des classes – on l'intensifie même, si c'est possible – sans tenir compte des appels à l'unité nationale lancés par des dirigeants syndicaux et des politiciens bourgeois.

Il existe une interprétation plus stricte, à laquelle Lénine a parfois eu recours et qui, pour certains socialistes, est devenue une sorte d'orthodoxie, essentiellement à cause du combat fractionnel qui s'est déroulé au sein du Parti communiste russe dans les années 20. Dans cette conception, vous ne souhaitez pas seulement la défaite de votre gouvernement, vous travaillez activement à la défaite militaire de l'effort de guerre par le sabotage, « l'exécution des officiers », etc. Ainsi, Lénine défendait l'idée que la défaite de la Russie devant l'armée allemande était un « *moindre mal* » par rapport à une victoire du tsarisme que Lénine considérait comme le gouvernement le plus barbare et le plus réactionnaire d'Europe.

Le problème avec cette vision, comme l'a souligné Hal Draper (9), c'est qu'elle ne correspond pas vraiment à ce que disaient les bolcheviks en Russie ni aux conséquences pratiques du slogan de défaitisme. D'abord, il n'y avait pas réellement d'unité chez les bolcheviks sur la question du défaitisme, dont la signification a varié selon les périodes dans les écrits de Lénine. Beaucoup d'entre eux ont utilisé la formulation souple, sur laquelle il y avait peu de désaccords avec les autres socialistes opposés à la guerre. Mais, dans sa forme plus stricte, le défaitisme n'est pas une politique opérationnelle pour le travail d'agitation au sein de la masse

des soldats, mais une réaction polémique à la faillite de tant de socialistes en faveur d'une politique de « défense de la mère-patrie ». Imaginez-vous distribuer des tracts à des conscrits âgés de 19 ans pour leur expliquer que votre politique, pour ce qui les concerne directement, consiste à ce qu'ils rentrent à la maison dans des sacs mortuaires...

Étudions plutôt les positions pratiques que les bolcheviks ont défendues lors des conférences internationales contre la guerre, dont la plus importante fut celle de Zimmerwald : il n'y était pas fait mention du « défaitisme révolutionnaire » et le propos était concentré sur la poursuite de la guerre de classe dans le pays et la politisation de toutes les luttes ouvrières en luttes plus générales contre le capitalisme et l'impérialisme.

Le prélude à ce combat [pour le socialisme] est le combat contre la guerre mondiale et pour une fin rapide au massacre des peuples. Ce combat nécessite le rejet des crédits de guerre, la sortie des gouvernements, la dénonciation du caractère capitaliste et antisocialiste de la guerre, dans l'arène parlementaire, dans les colonnes des publications légales et, si nécessaire, illégales, en parallèle avec une lutte franche contre le social-patriotisme. On doit s'appuyer sur chaque mouvement populaire qui naît des conséquences de la guerre (appauvrissement, lourdes pertes, etc.) pour organiser des manifestations de rue contre les gouvernements, pour développer une propagande en faveur de la fraternisation dans les tranchées, pour mettre en avant des revendications pour des grèves économiques, et pour redoubler les efforts pour transformer de telles grèves, lorsque c'est possible, en luttes politiques. Le mot d'ordre, c'est : guerre civile, pas paix civile ! (10)

Théorie et pratique

Si la position de Lénine sur le défaitisme révolutionnaire apporte une certaine clarté, quelle est sa signification sur le terrain ? Lénine met en garde : « *Il n'est nullement question de "faire sauter des ponts", d'organiser des mutineries vouées à l'échec et, en général, d'aider le gouvernement à écraser les révolutionnaires* » (11). Qu'en est-il de

l'agitation dans l'armée ? C'est un point de vue populaire chez certains socialistes : l'agitation bolchévique dans l'armée aurait été focalisée sur des actions radicales, y compris des appels aux soldats à fusiller leurs officiers ou des appels à ce que des régiments entiers se soulèvent et combattent les troupes loyales au gouvernement et non les puissances étrangères.

Le mot d'ordre de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » est compris comme une revendication immédiate en direction des soldats et des travailleurs pour qu'ils ouvrent un second front dans leur pays, et luttent

pour renverser le gouvernement alors que leur pays est envahi. Néanmoins, c'est une démarche que les socialistes d'aujourd'hui envisagent rarement en termes concrets, tactiques. Ils proclament ce slogan comme un principe, comme si dès le premier jour la revendication *immédiate* des soldats était de tourner leurs armes contre leur gouvernement. Mais transformer ce slogan révolutionnaire général en revendication *tactique* lors du déclenchement de la guerre est une posture ultragauche. Tenter de lancer une guerre civile, alors que la conscience de la classe ouvrière est très majoritairement focalisée par le désir de défendre ses droits nationaux, conduit à l'isolement et à la mort de la gauche.

À l'inverse, la politique pratique des bolcheviks dans l'armée était concentrée sur une agitation générale contre le caractère de classe de la guerre, en instruisant les ouvrier-es et les soldats sur ce que signifiait l'impérialisme et en dénonçant les buts de guerre du gouvernement. De la fin 1916 jusqu'à l'été 1917, les bolcheviks ont de plus en plus centré leurs revendications sur les droits des soldats.

“ En septembre 1917, même Lénine faisait des déclarations qui n'étaient plus fondées sur le défaitisme révolutionnaire mais qui, pour l'essentiel, plaidaient pour une guerre révolutionnaire de défense. ”

9) « Le mythe du « défaitisme révolutionnaire » de Lénine », Hal Draper, 1953-195, *New International*.

10) « Projet de résolution sur la guerre mondiale et les tâches de la social-démocratie » présenté par la gauche de Zimmerwald, 1915.

11) « De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste », Lénine, *Le Social-Démocrate* n°32, 26 juillet 1915, *Œuvres complètes*, tome 21, p. 284.

12) « Le bolchévisme et la « désagrégation de l'armée », Lénine, *Pravda* n°72, 16 juin 1917, *Œuvres complètes*, tome 24, p. 589

De l'antimilitarisme à la révolution

Pour les bolcheviques, en Russie, le point de bascule majeur s'est produit après février 1917 lorsque le tsarisme a été renversé par une révolution populaire et qu'un régime démocratique dirigé par Alexandre Kerenski l'a remplacé et a annoncé qu'il

voulait poursuivre la guerre. À gauche, certains sont rentrés dans le rang après Février, défendant l'idée que la tâche était désormais de défendre une Russie plus démocratique contre le Kaiser allemand, maintenant que le caractère du gouvernement

avait changé. Cependant, Lénine et ses camarades ont renforcé leur opposition et, quand la guerre a continué, et mal continué, sous Kerenski, c'est cette orientation principielle qui leur a finalement permis d'arracher le pouvoir aux capitalistes en Octobre 1917.

Quel était le matériel que les bolcheviks distribuaient à la veille du Congrès panrusse des soviets en avril 1917 ?

Tout le pouvoir au Soviet des députés ouvriers et soldats ! Ce qui ne veut pas dire qu'il faille rompre tout de suite avec le gouvernement actuel et le renverser. Tant qu'il est suivi de la majorité du peuple [...] nous ne pouvons pas diviser nos propres forces par des mutineries isolées. Jamais ! Ménagez vos forces ! Réunissez des meetings ! Adoptez des résolutions ! (12)

Il est clair que la stratégie révolutionnaire ne consistait pas en une mutinerie immédiate, ni au refus de combattre débouchant sur un combat révolutionnaire contre le gouvernement bourgeois, mais en un travail patient de construction du soutien aux idées révolutionnaires et anti-guerre.

Finalement, la classe ouvrière, dirigée par des forces révolutionnaires, est arrivée au pouvoir en Octobre, grâce à une politique qui n'était pas « fusillez vos offi-

ciers ! » ou une agitation active pour la défaite de l'armée, mais une politique qui réclamait « le pain, la paix, la terre ». De telles revendications ne pouvaient être satisfaites qu'en prenant le pouvoir aux capitalistes russes et aux politiciens libéraux afin d'assurer la paix à un pays épuisé et détruit par la guerre. Pour sortir la Russie de la guerre, les bolchéviks ont immé-

diatement fait la paix avec l'Allemagne, signant le traité de Brest-Litovsk, un traité très défavorable concédant de vastes territoires pour prix de la paix. Dans le cadre des débats à propos de la ratification du traité de Brest-Li-

tovsk, Lénine a fait la remarque suivante : [Kamkov] a entendu dire que nous avons été défaitistes et s'en souvient au moment où nous avons cessé de l'être. [...] Nous étions défaitistes sous le tsar, nous ne l'étions plus sous Tsérételi et Tchernov [ministres du gouvernement Kerenski] (13).

Après la révolution de Février, Lénine a défendu l'idée que les bolcheviks devaient abandonner les slogans en faveur du défaitisme, bien qu'en pratique de tels slogans n'aient existé qu'au niveau propagandiste entre 1914 et 1916 et aient été mis de côté dès 1917. Ils avaient été remplacés par des appels plus concrets et pratiques en faveur des droits démocratiques des soldats et une avancée vers le double pouvoir dans l'institution militaire à mesure que le soulèvement révolutionnaire radicalisait de plus en plus de régiments.

La guerre révolutionnaire de défense

En septembre 1917, même Lénine faisait des déclarations qui n'étaient plus fondées sur le défaitisme révolutionnaire mais qui, pour l'essentiel, plaidaient pour une guerre révolutionnaire de défense, et expliquait comment défendre avec succès le pays contre l'invasion :

Il est impossible de rendre le pays apte à se défendre sans un sublime héroïsme du peuple accomplissant avec hardiesse et résolution de grandes réformes économiques. Et il est impossible de faire naître l'héroïsme dans les masses sans rompre avec l'impérialisme,

sans proposer à tous les peuples une paix démocratique, sans transformer ainsi la guerre criminelle de conquête et de rapine en une guerre juste, défensive, révolutionnaire. (14)

Cela démontre une fois de plus que Lénine utilisait le mot d'ordre de défaitisme révolutionnaire essentiellement face au tsarisme et avait l'idée qu'une défaite de l'armée du tsar créerait les conditions de son remplacement par un régime plus radical et démocratique. Et sur ce point, il avait raison.

En temps de guerre, les choses vont vite. Lorsque Lénine revient d'exil et commence à parler aux ouvriers et aux soldats russes, il découvre un autre état d'esprit, il est parfaitement raisonnable de ne pas vouloir que son pays soit envahi et occupé, et c'est ce sentiment que Lénine exprime alors, utilisant même le vocabulaire de la guerre révolutionnaire défensive qu'il avait rejeté en avril 1917. Le point crucial était alors de s'opposer aux buts de guerre expansionnistes et impérialistes de la classe bourgeoise.

Conclusions pratiques

Quand un pays impérialiste envahit un pays plus pauvre pour redécouper le monde, défendre le droit de ce pays à résister et défendre son droit à l'autodétermination est une revendication démocratique de base. Même dire que l'on est pour la victoire de la nation la plus petite est une position correcte et de principe.

Même lorsque l'on se situe dans une nation impérialiste et que l'on est envahi par une autre nation impérialiste, alors il est inévitable que la population veuille ne pas être envahie et ne pas être occupée par une puissance étrangère.

Dans les deux cas, les socialistes devraient mener une agitation et une propagande contre la guerre, faire ressortir les contradictions de classe entre d'un côté ce que veulent les impérialistes et de l'autre les travailleurs qui sont envoyés s'entretuer. Nous devrions tisser des liens avec les socialistes qui se trouvent dans le pays envahisseur, organiser des collectifs de base dans l'armée et dans les syndicats et construire des liens entre les ouvriers et les soldats, tout en affirmant clairement que le gouvernement ne parle pas au nom du peuple, qu'il faut mettre fin à cette guerre barbare et que seul un gouvernement socialiste peut l'arrêter. ■

Le 19 mai 2022

13) « Discours de clôture sur le rapport concernant la ratification du traité de paix », 15 mars 1918, *Pravda* n°49 (19 mars 1918), *Œuvres complètes*, tome 27, p. 198.

14) « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », Lénine, septembre 1917, *Œuvres complètes*, tome 25, p. 347.

La circulations internationale des espérances révolutionnaires, des années 1950 à la fin des années 1990

Les expériences internationalistes de Pierre Rousset et de Catherine Samary ont été exposées lors de la table ronde de la seconde édition du séminaire organisée le 5 octobre 2024, animée par Vincent Gay. Le récit de leur trajectoire individuelle a permis de mettre en lumière des enjeux stratégiques posés – encore aujourd’hui – aux militant·es de la Quatrième Internationale dans leur pratique de l’internationalisme.

Par
Flavia Verri

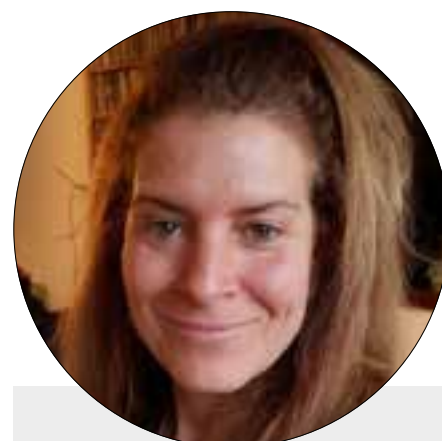
La première partie de la table ronde a été consacrée à leur entrée dans le militantisme et à la Quatrième Internationale afin de comprendre pourquoi les questions internationales ont été essentielles dans leur engagement. Pierre Rousset contextualise en rappelant que dans les années 1960, devenir militant révolutionnaire, c’est être internationaliste – cela va alors de soi. L’arrière-plan de l’engagement est en effet marqué par la guerre d’Algérie, l’escalade étatsunienne au Vietnam et les soubresauts en Amérique latine. Issu d’une famille politisée, il n’est pourtant pas immergé dans un milieu militant, même si dans le cercle familial il apprend à « ne pas se taire » (son père, ancien déporté dans les camps de concentration nazis, avait dénoncé, assez solitairement à gauche, les camps staliniens en URSS, quand il avait appris leur existence). À la suite de son frère aîné, en devenant étudiant, il rejoint l’Union des étudiants communistes (UEC) et plus précisément son aile gauche animée par Alain Krivine – une démarche largement individuelle, contrairement à beaucoup d’autres qui adhèrent « en groupe », avec des ami·es ayant une histoire commune.

L’université constitue alors un bouillon de culture et le PCF a perdu le contrôle de son organisation étudiante. L’UEC est temporairement un creuset où se consti-

tuent ou interviennent de nombreux courants d’extrême gauche. Ainsi, Pierre Rousset participe à la création de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) et entre au Parti communiste internationaliste (PCI), la petite section française de la Quatrième Internationale (SFQI). Marqué par son origine britannique du côté maternel et des lectures d’auteurs anglais traduits (où le héros d’une série peut être opposé aux Français dans des guerres maritimes...), il a reçu un antidote contre le nationalisme français. Il hérite aussi d’une sensibilité envers le respect de la nature qui ne le quittera jamais (la culture britannique transmise par sa mère est bien différente du rapport très « instrumental » à la nature dominant en France). Il intégrera plus tard des réseaux et associations naturalistes, de protection des oiseaux et de la biodiversité.

Tourné·es vers l’est

Catherine Samary forme un binôme inséparable avec son frère Jean-Jacques. Ensemble, ils entrent aux Jeunesses communistes (JC) et au Parti communiste français (PCF) à Cannes où leurs parents se sont installés pour fuir l’Occupation de Paris et où ils sont nés. Ils animent ensemble de multiples activités (jeunesses musicales, littéraires, lectures marxistes). Avec les JC, Catherine participe à un voyage organisé en RDA. Mais son enthousiasme se transforme vite en rébellion face à l’embrigadement et



Flavia Verri

Flavia Verri est membre de la Gauche écosocialiste et de la IV^e Internationale.

au culte de la personnalité qu’elle observe. Son retour enclenche des engagements nouveaux contre les dérives bureaucratiques d’un maire PCF et contre la séparation des filles et des garçons à l’école. Entrée en contact avec le cercle « Unir-débat » et installée à Paris avec son frère, ils sont recrutés par Alain Krivine au PCI et à la SFQI, qui fait de l’entrisme au sein du PCF.

À la fin des années 1960, la guerre du Vietnam bat son plein, la révolution algérienne est encore récente et l’attention des révolutionnaires est fortement tournée vers l’Amérique latine, dix ans après la révolution cubaine et peu de temps après la mort du Che. Pourtant, Pierre Rousset comme Catherine Samary font le choix de s’intéresser à d’autres pays, d’autres continents, comme l’a montré la deuxième partie de la table ronde.

L’engagement asiatique de Pierre Rousset se déroule en trois temps. Les années 1960 sont internationalistes. Cependant, après la grève générale de Mai 68 – expérience collective fondatrice de toute une génération – la solidarité avec l’Indochine cesse brutalement. Le comité

Vietnam national (CVN) disparaît. Les organisations d'extrême gauche veulent initier ou renforcer leur implantation dans la classe ouvrière. L'actualité de la crise politique nationale a pour conséquence indirecte une rupture de continuité de la lutte internationaliste et anti-impérialiste. Découvrir ainsi la fragilité de l'internationalisme est un choc.

La représentation nord-vietnamienne en France se mobilise pour relancer une campagne de solidarité. Elle contacte notamment la Ligue communiste, qui a la même volonté (1). Ainsi, la Ligue contribue en 1970 à la fondation du Front solidarité Indochine (FSI), avec un arc de mouvements solidaires, des universitaires et des membres « autonomisés » du PCF. Pierre Rousset participe, pour la Ligue, à sa création et à sa direction. En 1973, après une 3^e incarcération, Pierre Rousset est condamné, pour ses engagements militants, à deux mois de prison fermes, peine alourdie d'un an avec sursis. Dans ces conditions, il est envoyé en Belgique pour y rejoindre le bureau de la Quatrième Internationale. Il pense alors revenir en France rapidement et s'établir en entreprise. Finalement, plutôt que le « tournant ouvrier », il se tournera vers l'Orient. En 1973, la dictature thaïlandaise est renversée. Vu son bagage militant et intellectuel « vietnamien », commencent alors ses missions asiatiques pour nouer des liens de solidarité et soutenir des mouvements populaires en lutte. Par ailleurs, entre 1981 et 1993, Pierre Rousset co-dirige l'Institut International de Recherche et de Formation (IIRF) à Amsterdam, qui a été un lieu de riches échanges entre cadres venus de nombreux continents.

L'effervescence en Europe de l'Est

Catherine Samary adhère au programme de la Quatrième internationale au début des années 1960, convaincue par l'anticapitalisme, par la nécessité d'une rupture révolutionnaire pour ce combat et par l'analyse critique du stalinisme, des crises qui le traversent. Elle s'intéresse aux spécificités des modèles révolutionnaires en particulier celui de la Révolution yougoslave qui sera l'objet de ses recherches universitaires et de sa thèse

doctorale publiée en 1988 sous le titre *Le marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave*.

Cette expérience de résistance au stalinisme, avec les prises de position de Tito face à Staline dès 1948, est particulièrement observée par la Quatrième Internationale, qui prend contact avec Tito. En 1950 puis en 1956, y sont organisés les premiers congrès pour l'autogestion. Parallèlement, le mouvement des non-alignés émerge. La jeunesse mondiale est encore marquée par l'influence de l'URSS, la révolution chinoise puis cubaine. Mais le printemps de Prague constitue un tournant. Sa répression est condamnée par Tito. Une autre voie vers le socialisme semble donc possible. L'Europe de l'Est n'est pas monolithique et mérite d'être étudiée, des contacts doivent s'établir. Catherine Samary se rend de nombreuses fois dans la région. Présente aux différentes actions menées contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, elle accompagne une délégation à Prague demandant à être présente au procès de Petr Ulh, Vaclav Havel et les autres « dissidents de la Charte 77 ».

Résistances armées en Asie

L'intérêt de la Quatrième Internationale s'élargit ainsi à l'Asie et aux pays d'Europe de l'Est. L'activité politique s'y développe et les échanges avec l'Internationale s'approfondissent comme le montre la troisième partie de la table ronde. Selon Pierre Rousset, les objectifs des voyages annuels qu'il assure sont de comprendre les situations des pays, de tisser des liens avec les forces vives du mouvement jeune, ouvrier et populaire sans exclusive *a priori*, d'échanger avec les organisations sœurs. En Asie orientale, l'Internationale a de petites organisations à Hong Kong et au Japon. Il n'est pas question de se comporter en « donneur d'ordre » du centre vers la périphérie, ou de fonctionner en fraction secrète. Les échanges ont pour une part une dimension générationnelle. Les contacts de Pierre Rousset sont plus « naturels » avec



Catherine Samary

© Photothèque Rouge /
Martin Noda / Hans Lucas.

les jeunes, ils peuvent être excellents avec des « anciens », mais s'avèrent parfois aussi difficiles. Dans ces cas-là, il s'en remet à Ernest Mandel ou Livio Maitan, « ses » anciens, pour assurer le lien.

Les voyages de Pierre Rousset se sont étendus aux Philippines, en réponse à l'invitation d'une religieuse progressiste (d'une rare intelligence) de passage à Paris. Le pays est alors sous le régime de la loi martiale et le théâtre de deux résistances armées menées soit par des mouvements musulmans dans le sud, soit par le Front démocratique national (NDF), sous l'égide du Parti communiste des Philippines (PCP), en alliance avec les Chrétiens pour la libération nationale (CNL). Pierre Rousset noue des liens avec un large éventail de courants de gauche et s'engage dans la solidarité avec la résistance armée que le NDF ossature



Catherine Samary lors du
congrès de Solidarność en 1980.

1) La LC a été créée en 1969 après la dissolution de la JCR et du PCI en juin 1968 ; le choix d'adhérer à la IV amènera le départ d'une minorité.

et dans laquelle se reconnaît le gros d'une génération militante. Il n'a évidemment aucune expérience de la lutte armée, mais avoir étudié les révolutions chinoise et vietnamienne l'aide à écouter ce que peuvent expliquer des militant-es philippin-es de formation « politico-militaire », engagés dans un combat de longue durée. La formation reçue en France sur les questions de sécurité, quand son organisation avait été dissoute, l'aide aussi à mieux comprendre les consignes auxquelles il doit se plier.

Se rendre dans un pays sous dictature (avec ou sans résistance armée) signifie prendre en compte et assumer les risques encourus par les militant-es que l'on rencontre, être prêt à les protéger en cas d'arrestation. Ce n'est pas forcément facile. Heureusement, Pierre Rousset n'a jamais été arrêté (sa sécurité étant bien assurée par ses camarades locaux). Cependant, il a eu à étudier le cas d'un camarade (et ami) de Hong Kong détenu lors d'un voyage en Chine continentale pour rencontrer des membres du Mouvement démocratique chinois, puis libéré dans des conditions suspectes. Il risquait très gros et il s'est avéré qu'il avait donné à la police politique tout ce dont elle avait besoin, sur ses contacts en Chine comme sur les organisations à Hong Kong de l'Internationale – et elle a dû couper les liens avec lui.

L'Internationale et des comités de solidarité ont aidé des militant-es fuyant la répression. Ce fut notamment le cas de Thaïlandais-es après le coup d'État sanglant de 1996, qui sont venus à Paris (du fait notamment des contacts établis par Pierre Rousset, puis sont repartis au Laos rejoindre des camps frontaliers du Parti communiste thaïlandais).

Le mouvement national démocratique aux Philippines est entré en crise après la chute de la dictature Marcos, en 1986 (une petite majorité du bureau politique du PCP avait refusé d'envisager cette possibilité) et le trauma dû à des purges paranoïaques qui ont fait de nombreuses victimes au sein du parti. Fallait-il parler de ces dernières ? Aux Philippines, Walden Bello fut le premier à le faire et Pierre Rousset semble être le premier à l'avoir fait dans les réseaux de solidarité internationale. Coïncidence ou pas, « ne pas se taire » faisait partie de l'héritage paternel (la dénonciation des camps staliniens). Toutes ces expériences ont nourri la réflexion de la Quatrième Internationale sur les questions politico-militaires, sur l'influence des révolutions chinoise et viet-

namienne, sur le rôle et la pratique d'une solidarité internationaliste concrète.

Nouvelles expériences

Selon Catherine Samary, les activités de solidarité avec l'Europe de l'Est présentent plusieurs intérêts : pour lutter contre la répression systématique, pour défendre la liberté d'expression. L'expérience tchécoslovaque « libre et socialiste » permet une élaboration théorique sur la construction d'une opposition au stalinisme dans les pays de l'Est. Ce fut l'enjeu du congrès de la Quatrième Internationale de 1979 dans le document intitulé *Dictature du prolétariat et démocratie socialiste* qui insiste sur le fait que la pensée théorique doit s'articuler à la pratique militante, qu'il faut s'opposer à une vision étagée de la révolution et à une vision campiste des solidarités.

La chute du mur de Berlin en 1989 voit la catastrophique restauration capitaliste en Europe de l'Est et sa dégradation idéologique. Les parcours de Pierre Rousset et Catherine Samary s'enrichissent. Ils l'exposent dans la dernière partie de la table ronde. Il est très important, essentiel même, pense Pierre Rousset, de savoir « décentrer » son regard. Visualiser un événement d'Asie et non d'Europe, ou d'Europe de l'Est et non d'Europe de l'Ouest. Cela aide à se prémunir des « (ouest)-européocentrismes ». Les voyages y contribuent ! Ses « missions asiatiques » ont constitué pour Rousset une sorte de seconde expérience fondatrice, comme un processus « continu ». Il souligne à quel point il a appris de ses ami-es asiatiques. Quelques décennies plus tard, il participe à la grande période de l'altermondialisme, il est membre fondateur d'Attac et du Forum social mondial (FSM), étant alors membre de son Conseil international. Il promeut le Forum social européen et le Forum populaire Asie-Europe (AEPF).

Rattaché à la délégation de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) constituée de Roseline Vachetta et Alain Krivine, député-es européens, il va au Parlement européen durant la législature 1999-2004, et collabore au groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) avec son président Francis Wurtz, dirigeant du PCF. Ses responsabilités concernent dans une large mesure la participation au processus des forums sociaux et les liens avec l'Asie. Cette expérience des député-es de la LCR au Parlement européen permet de décupler les possibilités d'internationalisme.



Pierre Rousset

© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

Catherine Samary participe à l'organisation de la campagne de « convois syndicaux pour Tuzla » en Bosnie-Herzégovine, aux campagnes menées contre les nettoyages ethniques dans l'éclatement de la Yougoslavie, à des fronts soutenant le droit d'autodétermination des Albanais au Kosovo contre la politique de S. Milosevic et s'opposant aux bombardements de l'OTAN. Parallèlement, elle s'engage dans l'UJFP (Union juive française pour la paix) et participe à des actions en Égypte, en direction de Gaza. Elle participe à la fondation du collectif Une école pour tous-tes et du Collectif des féministes pour l'égalité (CFPE) intégrant athées et croyantes, musulmanes voilées ou non.

Dans le même temps, de jeunes militant-es d'Europe de l'Est essaient de renouer avec le passé, des contacts existent jusqu'à aujourd'hui, comme en Hongrie, en Tchéquie, en Pologne, en Slovaquie, en Croatie, en Roumanie et en Bulgarie. En 2013-2014, Catherine se rend à Kiev aux rencontres de la jeune gauche ukrainienne qui donnera naissance à la création du « Mouvement social » - Sotsialny Rukh (SR) s'opposant depuis février 2022 à l'invasion russe de l'Ukraine en même temps qu'aux attaques sociales néolibérales. En mars 2022, en lien avec cette gauche ukrainienne, elle participe à la fondation de l'ENSU (European Network in Solidarity with Ukraine) et son réseau français RESU) en défense de la résistance ukrainienne contre l'invasion russe et tous les néo-colonialismes. Elle est membre de l'Association française d'études sur les Balkans (AfeBalk) et sa revue Balkanologie. ■

Le 22 février 2025

La capitulation des syndicats devant le régime fasciste

La soumission des dirigeants syndicaux allemands au fascisme a culminé le 1^{er} Mai 1933 avec l'appel de la Confédération générale des syndicats allemands (ADGB) à participer à la « journée du travail national ». Les défilés forcés sous les « drapeaux de l'oppression la plus éhontée et la plus sanglante » devaient, selon sa publication *Unser Wort*, « marteler la défaite dans les têtes du prolétariat ».

Par
Georg Jungclas

Une arme importante – probablement la plus déterminante – dans la lutte contre le fascisme aurait été la grève politique de masse et finalement la grève générale contre les violations de la Constitution par le « général de fer » Hindenburg. Mais, d'une part, les dirigeants syndicaux, dans le sillage de l'aile droite de la social-démocratie, avaient contribué à faire monter ce président sur le pavois, et, d'autre part, ils espéraient qu'on ne pourrait pas gouverner l'Allemagne sans eux, et encore moins contre eux.

Cette dernière hypothèse aurait été correcte si les syndicats avaient utilisé la force des travailleur·ses organisé·es pour défendre les droits démocratiques. Mais la direction ne plaçait pas ses espoirs dans la force de l'action syndicale, mais dans une plus grande « lucidité » des forces politiques représentées par le « général social » Schleicher. Cette « porte de sortie » devait permettre de prévenir les manifestations les plus graves du fascisme, de rétablir le calme dans le pays et de barrer à Hitler la route de la chancellerie du Reich.

Tout comme le comité directeur du SPD, les dirigeants syndicaux – toutes tendances confondues – se sont bercés de l'illusion qu'il était possible de sauver les organisations en maintenant un cap de légalité absolue et de neutralité politique. Ils avaient été incapables de retenir la leçon que le régime fasciste italien de 1925-1927 avait donnée en matière d'élimination des syndicats.

En se suicidant politiquement, ils ont tenté désespérément d'échapper à la mise à mort de leurs organisations.

Georg Jungclas

Georg « Schorsch » Jungclas (22 février 1902 - 11 septembre 1975) rejoint la Freidenker-Jugend (libres-penseurs) en 1915, la Freie Sozialistische Jugend en 1916 et le KPD en 1919.

Après son apprentissage de libraire, il travaille pour le chantier naval Blohmund Voss à Hambourg. En 1921, il y participe à l'« action de mars » du KPD. Ensuite, il donne des cours sur l'histoire du mouvement ouvrier en tant que formateur itinérant du KPD en Thuringe jusqu'en 1922. Par la suite, il contribue à Wörpswede à l'agrandissement du foyer pour enfants créé par le peintre Heinrich Vogeler, le Barkenhoff, pour le Secours Rouge. En 1923, Georg devient membre de l'appareil militaire du KPD et participe à l'insurrection de Hambourg.

Jusqu'en 1926, il est notamment employé par la librairie communiste Carl Hoym. Depuis 1926, il soutient l'opposition de gauche du KPD. En 1928, il adhère au Leninbund nouvellement créé.

En 1930, il participe avec la minorité du Leninbund à la fondation de l'Opposition de gauche du KPD. En tant que dirigeant du groupe local de Hambourg, il aide à organiser le transport maritime clandestin du Bulletin de l'Opposition vers l'Union soviétique stalinienne. Pour cette raison, il était en contact avec le fils de Trotsky, Léon Sedov, et correspondait avec Trotsky.

En 1933, Georg doit fuir l'Allemagne nazie et se réfugier au Danemark. Là-bas, il a non seulement travaillé avec des membres danois de l'Opposition de gauche internationale, mais il en a également



constitué un groupe allemand en exil et a maintenu le contact avec le groupe de Hambourg. À partir d'avril 1940, après l'occupation du Danemark par la Wehrmacht, Georg participe activement à la résistance antifasciste clandestine et s'engage dans un réseau d'aide aux Juifs et Juives en fuite.

En mai 1944, la Gestapo l'arrête et le fait transférer dans les geôles du Reich allemand. En avril 1945, les troupes américaines le libèrent de sa captivité à Bayreuth et le sauvent ainsi d'une condamnation à mort certaine par le Volksgerichtshof (tribunal populaire) pour « haute trahison ».

À partir de 1946, Georg fut secrétaire à plein temps de la section allemande de la IV^e Internationale. Il contribua de manière décisive à sa reconstitution. En 1953, il fut élu à la direction de la IV^e Internationale et réélu plusieurs fois ensuite.

Il collabora à différentes revues comme Sozialistische Politik ou Algérie libre et soutint très activement la lutte de libération algérienne. Il fut calomnié et combattu par les staliniens en tant qu'« agent ». En 1962, il s'était marié avec Helene « Leni » Perz, une militante de Cologne.

Malgré une santé de plus en plus précaire, Georg Jungclas est resté un membre dirigeant de la section allemande de la IV^e Internationale jusqu'à sa mort en 1975.

W. A., le 24 avril 2023

L'article reprend un exposé de Georg Jungclas réalisé en avril 1970. Traduit par Pierre Vandevoorde.

Par leurs hésitations depuis le 30 janvier, les syndicats libres, les piliers les plus solides de la Confédération syndicale internationale, avaient gâché non seulement leurs propres atouts, mais aussi de nombreuses autres potentialités au niveau international. Le 19 avril, après que l'Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund (ADGB, ancêtre du DGB) eut annoncé publiquement qu'elle appelait au 1^{er} Mai, la rupture entre l'ADGB et la Confédération syndicale internationale est devenue définitive.

Une répression planifiée

Fin 1932, au sein du NSDAP, le parti nazi, tout le monde était d'accord pour dire que les syndicats existants devaient disparaître en tant qu'« organisations de lutte des classes » pour être remplacés par des organes d'un État coopératif. Les opinions ne divergeaient que sur comment et quand y procéder. Ainsi, dans un premier temps, la politique d'Hitler visait à contourner le plus prudemment possible le corps des travailleurs organisés, à préserver la motivation au travail de l'ouvrier et à éviter de donner l'impression de vouloir lui enlever quelque chose.

Comme, dans la première phase de la « révolution nationale » hitlérienne, les syndicats bénéficiaient de marges de manœuvre, les dirigeants syndicaux avaient

de plus en plus tendance à penser que s'ils s'adaptaient suffisamment au nouveau pouvoir, ils seraient reconnus comme membres du nouvel « État coopératif ».

Les premiers résultats des élections aux comités d'entreprise, qui avaient débuté en mars, avaient montré une fois de plus à Hitler qu'il ne parviendrait jamais à mettre la main sur ses conseils

“ Les dirigeants syndicaux, par leurs écoeuvrantes propositions de capitulation, voulaient « sauver leur organisation ». Beaucoup n'ont même pas sauvé leur tête. ”

d'entreprise par le biais de la NSBO (organisation nationale-socialiste des cellules d'entreprise). Malgré les pressions les plus fortes exercées sur les ouvriers, malgré les alliances de listes avec des associations d'employés nationalistes et avec d'insignifiantes associations locales de travailleurs réactionnaires, la NSBO n'obtint que 25 % de tous les mandats, et encore, seulement là où les travailleurs hautement qualifiés et les employés constituaient la majeure partie du personnel. Par crainte que les élections dans les grandes entreprises ne soient détournées en manifestations contre le NSDAP, les élections y furent retardées en raison de prétextes à chaque fois différents, jusqu'à ce que la loi sur le régime des comités d'entreprise du 4 avril permette de reporter toutes les élections jusqu'à la fin de l'année et d'exclure ainsi les « travailleurs dont l'attitude était hostile à l'État » des comités d'entreprise qui existaient encore, de sorte que des nazis puissent y être intégrés.

Cette loi était une étape dans le plan de long terme visant à prendre le contrôle des syndicats par une action soudaine au niveau du Reich. Et c'est dans le cadre de ce plan d'action que la ruse la plus raffinée a été mise en place : la promotion du 1^{er} Mai au rang de « journée fériée de célébration du travail national » par la loi du 10 avril 1933.

Un « comité d'action » pour la « protection du travail », dont l'existence était tenue strictement secrète, même au sein du parti, et dont Ley avait été nommé chef, avait jusqu'au 13 avril préparé en détail le programme de la prise de contrôle, tandis que Goebbels, spécialiste de la mise en scène de manifestations de masse, se consacrait à la préparation des festivités du 1^{er} Mai.

Goebbels écrivit dans son journal « Nous ferons du 1^{er} Mai une démonstration grandiose de la volonté populaire allemande. Le 2 mai, les sièges des syndicats seront occupés. Mise au pas et alignement dans ce domaine également. Cela fera peut-être du raffut pendant quelques jours, mais ensuite, ils seront à nous. Pas question ici de prendre des gants ».

Les courbettes de l'ADGB

Le président de l'ADGB, Leiphart, envoya une lettre « ouverte » à Hitler, dans laquelle il déclarait que les missions sociales des syndicats devaient être remplies, « indépendamment de la nature des dirigeants de l'État [...] en demandant la médiation publique et en la reconnaissant, les syndicats ont montré qu'ils reconnaissent le droit de l'État d'intervenir dans les conflits entre les travailleurs organisés et les chefs d'entreprise. Les syndicats ne demandent pas à s'immiscer dans la politique de l'État ».

Lors d'une réunion des hommes de confiance syndicaux de l'union locale du Grand Hambourg, son secrétaire, John Ehrenteit, a déclaré : « Nous sommes disposés et à même d'aider le dirigeant du nouvel État à répondre aux souhaits et aux attentes des ouvriers dans les domaines social et économique... Même dans ces circonstances, les organisations syndicales ne doivent pas négliger leurs tâches économiques et sociales. Le gouvernement actuel du Reich s'est fixé le même objectif que nous. Ce fait permet aux syndicats de trouver sans difficulté leur place au sein de la programmation gouvernementale ».

Hitler se rendant au rassemblement dans le Lustgarten le matin du 1^{er} mai 1933.
© Archives fédérales, image 102-15783 / CC-BY-SA 3.0



Par cette capitulation indigne, les dirigeants syndicaux ne firent que démontrer leur impuissance face aux nazis, et, plus tard, après la prise de contrôle des syndicats par Robert Ley et ses acolytes, Hitler les raillera publiquement pour ces tentatives d'accommodement.

La transformation de la traditionnelle journée internationale de lutte du mouvement ouvrier socialiste en une grande foire nationale était une provocation à grande échelle. On aurait pu s'attendre à ce que les dirigeants syndicaux s'opposent à ce viol du 1^{er} Mai. Cependant, l'organe officiel de l'ADGB publia un article de Walter Pohl à la veille du 1^{er} Mai, dans lequel on pouvait lire : *« Nous n'avons certainement pas besoin d'abaisser notre drapeau pour reconnaître la victoire du national-socialisme. Bien que remportée en combattant un parti que nous avons également pour habitude de considérer comme porteur de l'idée socialiste, c'est aussi notre victoire, car aujourd'hui, la tâche de construire le socialisme est posée devant la nation tout entière »*.

Dans un appel de l'ADGB reprenant la phraséologie nationale-socialiste, on peut lire : *« C'est avec grand plaisir que nous saluons le fait que le gouvernement du Reich ait déclaré notre journée comme étant la fête du travail national, une fête populaire allemande. Ce jour-là, comme le disent les déclarations officielles, le travailleur allemand doit*

être au cœur de la fête. Le 1^{er} Mai, l'ouvrier allemand doit manifester, conscient de son statut, qu'il est un membre à part entière de la communauté nationale ».

À la suite de cette manifestation de soumission, on ne pouvait plus s'attendre à ce que la masse des membres des organisations ouvrières s'oppose spontanément aux provocations, elle qui, malgré la terreur exercée par les fascistes, prouvait encore le 5 mars sa fidélité au mouvement ouvrier socialiste par ses votes en faveur des partis ouvriers (776 000 pour les sociaux-démocrates et presque 5 millions (4 485 000) pour les communistes).

L'occupation des bourses du travail

Le 2 mai, les locaux des syndicats ont été investis dans toute l'Allemagne par les SS, les SA et la police. Les dirigeants syndicaux les plus en vue furent arrêtés malgré leurs tentatives d'accommodement. Par leurs écoeurantes propositions de capitulation, ils voulaient « sauver leur organisation ». Beaucoup n'ont même pas sauvé leur tête.

Toutefois, la masse des ouvriers éduqués par le syndicalisme indépendant ne pouvait pas être aveuglée. Leur opposition s'est exprimée par la passivité. Seules 30 % des entreprises berlinoises participèrent à la manifestation centrale sur le terrain d'aviation de Tempelhof.

C'est avec la précision d'une horloge que les manœuvres nationales-socialistes du 2 mai se sont déroulées. À 10 h du matin, des commandos de SS et de SA occupent en qualité de « police auxiliaire » les maisons des syndicats, la Banque des travailleurs, des employés et des fonctionnaires à Berlin et ses filiales dans le Reich, tous les centres de paiement et les rédactions de la presse syndicale.

Outre Leiphart, Graßmann et Wissell, les présidents de toutes les fédérations, les directeurs de la Banque des travailleurs, les directeurs et les principaux responsables de toute la bureaucratie syndicale ainsi que les rédacteurs de la presse syndicale furent placés en « détention préventive ». Tous les biens des syndicats libres ont été confisqués et les comptes bloqués. À l'exception de quelques cas (quatre assassinats à Duisbourg), ces actions ont pu être menées à bien en une heure sans rencontrer de résistance. Le même jour, une pression fut exercée sur les autres fédérations syndicales (chrétiens, etc.) afin qu'elles se « soumettent volontairement » et, le 5 mai, Ley put annoncer à Hitler que toutes les principales fédérations d'ouvriers et d'employés, regroupant plus de 8 millions de membres, s'étaient « soumises de la même manière et sans condition ».

Le 2 mai 1933 a constitué une manifestation de la faillite du mouvement ouvrier allemand, qui était jusqu'alors le mouvement de masse organisé le plus important et le plus riche de traditions au monde. Son incapacité à réagir a rendu possible la victoire du fascisme. Cette victoire a mis fin à toute une période historique.

La défaite finale du national-socialisme a ouvert une nouvelle période de l'histoire allemande. Il semble cependant que la grande majorité des dirigeants actuels n'ont jusqu'à présent tiré aucune leçon du destin tragique du mouvement ouvrier allemand dans les années 1923-1933. ■



Rassemblement à Berlin en juillet 1932 des partisans de la république de Weimar, du Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold et du Front de fer. © Bundesarchiv, Bild 102-13624 / CC-BY-SA 3.0

Avril 1970

Sur *Marx aux antipodes*, de Kevin B. Anderson

La récente publication en français de *Marx aux antipodes*, de Kevin B. Anderson, est une très bonne nouvelle. Elle contribue à faire connaître un ambitieux travail de recherche sur les écrits de Marx durant la période allant de 1869 à 1883. En effet, elle accorde une attention particulière à ses notes et commentaires sur les sociétés non occidentales et précapitalistes – bien qu’il se réfère également à des périodes antérieures (1).

Par
Jaime Pastor

qui lui a permis d’accéder à des archives
d’écrits encore inédits.

Kevin B. Anderson appartient à un courant singulier du marxisme, l’Organisation marxiste-humaniste internationale, dont les références sont Raya Dunayevskaya (autrice, entre autres, de *Rosa Luxemburg, Women’s Liberation and the Marxist Philosophy of Revolution*) et C.L.R. James (dont l’œuvre la plus connue est les *Jacobins noirs*), sans oublier l’influence que Frantz Fanon et W.E.B. Du Bois ont eue sur l’évolution personnelle de l’auteur.

Dans cet ouvrage, il s’intéresse, entre autres à l’évolution des réflexions de Marx sur la question nationale en Irlande et en Pologne, aux articles sur la guerre civile en Amérique du Nord et au rôle que peut jouer la commune paysanne en Russie dans un projet socialiste. Il indique également sa préférence pour l’édition française du *Capital* de 1872-1875 mise à jour par Marx, qui lui permet de clarifier certaines interprétations. Il

évoque aussi les *Carnets ethnologiques inachevés de 1879-1882* sur les formes agraires et communautaires en Inde, aux Amériques, en Afrique du Nord et dans la Rome antique : il y trouve des notes intéressantes sur le genre et la famille, dans lesquelles on peut trouver des différences avec ce qu’écrira son grand ami Engels.

Marx en marge est également une contribution liée à sa collaboration au projet de publication en 32 volumes intitulé *Marx-Engels Gesamtausgabe* (MEGA),

Marx intersectionnel

Au travers de ce parcours documenté, Anderson affirme – dans un sens différent de celui défendu par Althusser – que le Marx tardif a évolué vers une conception multilinéaire de l’histoire. Celle-ci, ni déterministe ni économiste, est en même temps très éloignée de la vision eurocentriste qui a pu le caractériser à des stades antérieurs, principalement en ce qui concerne la question coloniale. Cela l’amène à justifier la thèse qu’il défend à la fin de son ouvrage, selon laquelle :

« *Marx a développé une théorie dialectique du changement social qui n’était ni unilinéaire ni exclusivement basée sur les classes. Tout comme sa théorie du développement social a évolué dans une direc-*

tion plus multilinéaire, sa théorie de la révolution a commencé à se concentrer de plus en plus sur l’intersectionnalité de la classe, de l’ethnicité, de la race et du

nationalisme. Pour être clair, Marx n’était pas un philosophe de la différence au sens postmoderne, puisque la critique d’une entité globale unique, le capital, était au centre de l’ensemble de son projet intellectuel. Mais centralité ne signifie pas univocité ou exclusivité » (p. 369) (2).

Cette perception d’un Marx intersectionnel peut sembler trop catégorique, mais je crois qu’il y a suffisamment d’éléments dans ses travaux pour affirmer avec Anderson que le Marx tardif s’est orienté vers



Jaime Pastor

Jaime Pastor est maître de conférences en sciences politiques à la retraite, militant d’Anticapitalistas, section espagnole de la IV^e Internationale et membre de la rédaction de *Viento Sur*. Cet article, rédigé avant la parution de l’édition française, a été traduit par Fabrice Germain.

© Albert Salamé.

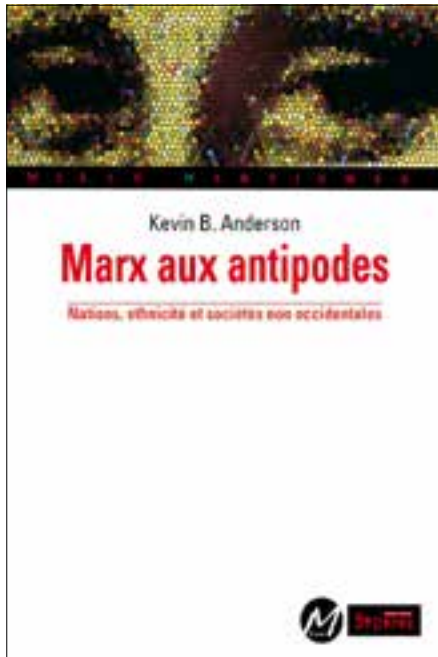
une vision globale des différentes formes d’exploitation, d’oppression et de domination, d’un point de vue internationaliste et toujours centré sur la critique du capital.

La question nationale

Mais procédons étape par étape. Anderson commence par rappeler les

1) Jusqu’à récemment, alors que de nombreuses contributions intéressantes sur cette période ont été publiées (comme celles de Marcello Musto ou d’Álvaro García Linera), on ne disposait en espagnol que de l’édition de 1988 par Siglo XXI de *Los apuntes etnológicos de Karl Marx*, de Lawrence Krader, ou l’édition de 1990 par Editorial Revolución de *El Marx tardío y la vía rusa*, coordonnée par Teodor Shanin.

2) Les citations sont tirées de l’édition espagnole de Verso. La version française est publiée chez Syllepse.



premiers écrits sur l'impact de l'Europe sur l'Inde, l'Indonésie et la Chine, sans nier l'influence de Hegel sur Marx dans sa vision de l'inévitabilité du colonialisme. Il aborde les critiques développées plus tard, entre autres par Edward Saïd, mais leur oppose l'influence que finiront par avoir sur Marx la rébellion des Taiping de 1850-1864 en Chine et celle des Cipayes « insurgés » en 1857 en Inde. Après celles-ci, il en viendra à écrire que « l'Inde est maintenant notre meilleur allié » (p. 88).

Ses réflexions sur la Russie et la Pologne vont également évoluer. Marx reconnaît ainsi le rôle de la Pologne en tant que « thermomètre extérieur de la révolution européenne », en particulier depuis l'insurrection polonaise de 1863. Cela apparaît clairement dans le discours inaugural de Marx lors de la fondation de la Première Internationale en 1864, et dans sa polémique avec les Proudhoniens et leur nihilisme national.

Contre le racisme

Un autre chapitre intéressant est celui consacré à la guerre civile en Amérique du Nord, dans lequel est souligné le fort soutien de Marx à la lutte pour l'abolition de l'esclavage, dans le cadre de laquelle il en vient à considérer les Afro-Améri-

cains comme des sujets potentiellement révolutionnaires (3), tout en maintenant certaines divergences avec Engels, par exemple en ce qui concerne la Proclamation d'émancipation d'Abraham Lincoln.

La question de l'Irlande est également traitée en profondeur, car Marx et sa famille, comme Engels, y ont été très directement et activement impliqués. Son évolution sur cette question est mieux connue, car elle l'a amené à modifier sa position initiale sur le rapport entre la lutte pour l'indépendance irlandaise et celle du prolétariat anglais. En 1869-1870, il en vient à soutenir que, compte tenu de la prédominance du racisme chez les ouvriers anglais par rapport aux immigrés irlandais-es, c'est la lutte du peuple irlandais qui doit être le « levier » de la révolution en Angleterre, et non l'inverse.

Marx dé-eurocentré

En ce qui concerne les sociétés non occidentales, Anderson note que, dans ses *Manuscrits économiques de 1861-1863*, Marx reconnaît déjà la singularité du mode de production asiatique par rapport au féodalisme occidental et il indique ensuite que « le point de vue de Marx sur le "système communal asiatique" et ses villages a manifestement changé par rapport à l'insistance sur le "despotisme oriental" et la léthargie végétative qu'il avait observés auparavant » (p. 263). Cette évolution se reflète également dans son rejet de toute philosophie téléologique de l'histoire, comme le montre la mise à jour par Marx de l'édition française du *Capital* de 1872-1875 : il y affirme que « Le pays le plus industriellement développé ne montre, à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle, que l'image de son propre avenir » (souligné par Anderson) (p. 276). Il exclut donc de cette conception unilinéaire les pays qui n'entrent pas dans ce cadre, comme la Russie ou l'Inde, et s'engage dans une vision multilinéaire de l'histoire, différente de celle que l'on pouvait interpréter dans le *Manifeste communiste* et d'autres de ses articles sur la question coloniale.

Inspirations communistes

Ainsi, sous l'influence des écrits de Kovalevsky sur les formes de propriété communale en particulier, Marx en viendra à reconnaître le rôle qu'elles ont joué dans différents pays, tels que l'Inde, l'Algérie, l'Amérique latine et, surtout, la Russie. Ainsi, se référant à la Russie dans sa célèbre correspondance avec Vera

Zassoulitch, mais étendant ses réflexions à d'autres régions, il exprime son espoir que les communes rurales soient « des points de départ pour le développement communiste ». Cependant, Anderson ne manque pas de souligner que Marx considère que pour que cela se produise, il faudrait qu'elles soient liées aux « révolutions naissantes de la classe ouvrière dans le développement industriel occidental » (p. 341).

Tout aussi intéressante est la référence à ses écrits de 1879-1882 sur la question du genre à travers ses études sur les peuples indigènes mais aussi sur la société romaine et ses notes sur les travaux de Morgan. Anderson souligne comment Marx, dans ces notes, analyse en termes dialectiques les formes alternatives de relations de genre qui existaient dans ces communautés, en les situant dans leurs époques respectives et en évitant les « idéalisations simplistes ».

Comblant le fossé

L'ensemble de ces travaux fournit donc des raisons suffisantes pour soutenir la thèse selon laquelle il est possible de trouver chez Marx l'élaboration progressive d'une « théorie dialectique du changement social qui n'était ni unilinéaire ni exclusivement basée sur les classes ».

Dans la préface rédigée pour l'édition espagnole, Anderson explique également qu'avec ce livre, il a tenté de « combler le fossé entre deux courants » : celui qui se concentre sur la domination de classe, d'une part, et celui qui lutte contre d'autres oppressions ou la destruction de l'environnement, d'autre part. Cette dernière dimension, certes fondamentale en ces temps de capitalisme du désastre, n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage, mais l'auteur n'en ignore pas la pertinence en se référant à certaines contributions sur le sujet, notamment celles de Kohei Saito, qui ne sont pourtant pas exemptes de controverses.

Les exemples ne manquent pas de l'utilité de cette vision multidimensionnelle de Marx pour aborder les conflits et les débats d'aujourd'hui avec de meilleurs outils, en dépassant les fausses oppositions binaires. Espérons donc que ce travail ne sera pas reçu comme quelque chose d'étranger aux préoccupations des nouvelles générations qui s'engagent aujourd'hui à « repenser les luttes et la révolution » en ces temps d'urgence mondiale, que ce soit à partir du marxisme ou en dialoguant avec lui (4). ■

Le 21 mai 2024

3) Rappelons également sa sentence selon laquelle « l'ouvrier américain à la peau blanche ne peut s'émanciper tant que celui à la peau noire est encore marqué au fer rouge ».

4) Pour plus d'informations sur ce livre et son nouveau projet, regarder « Los escritos tardíos de Marx », *Viento sur*, le 11 mai 2024.

Une étincelle du feu qui nous embrase

Par
Didier Epsztajn

Dans sa belle introduction, *Haïti, notre dette*, Frédéric Thomas parle du passé « On vous a arrachés à vos terres et à vos familles. Enlevés de la Côte d'Or, du Dahomey, du pays des Aradas. Parqués à fond de cale, vous n'aviez rien, vous n'étiez rien. On vous a jetés, couverts de chaînes, à des milliers de kilomètres de là sur un territoire qui vous était étranger » et jette un pont vers le présent et le futur : « Le temps est passé, mais votre promesse demeure. Je vous dois une part de mon confort, de mes droits et de mes armes. Et moi, contrairement à la France, je paie mes dettes ».

Un petit livre, mais contrairement à d'autres Frédéric Thomas ne caricature pas, n'oublie pas, n'efface ni les un-es et ni les autres, ne gomme pas des contradictions. Un coup pour coup magnifiquement écrit...

Des personnes esclavisées et d'anciens esclaves, des afro-caraïbiens se sont libérés, seul-es. Un événement inouï, « L'onde de choc se poursuit jusqu'à nous et continue de faire vaciller les pouvoirs », impardonnable pour les maîtres du monde. « L'exemple toxique de ce premier État noir, issu d'une révolte d'esclaves, a de quoi hanter le présent, entretenir les rêves, les révoltes et les peurs ».

L'auteur parle des politiques de la France, des réécritures de l'histoire, de l'inégalité entre États, du regard colonial d'un temps bloqué, de l'Ordonnance de Charles X (17 avril 1825), « une victoire acquise par la lutte se mue en une indépendance concédée par le pouvoir vaincu ». Il revient sur la révolution, les plantations de cannes à sucre, les administrateurs et les propriétaires, les petits blancs, les noirs libres, les esclaves des plantations, « et toutes les relations sociales sont saturées, structurées et surdéterminées par la violence esclavagiste », *Les Jacobins noirs* de C.R.L. James, le racisme et la peur panique des colons, François-Dominique Toussaint Louverture.

« La révolution s'inscrit dans la voie ouverte par les révolutions américaine et française ». Le décret de la liberté générale, l'abolition de l'esclavage, le rôle de Léger-Félicité Sonthonax, « l'écho de l'insurrection est désormais mondial ». Il ne faut pas se tromper, « l'initiative réelle revient aux esclaves qui se sont soulevés et exercent une pression prodigieuse sur toutes les forces en présence ». Ce geste libérateur ne peut être

accepté, il sera nié, transformé en concession du pouvoir (une habitude des dominants, hier comme aujourd'hui !). Et pourtant, l'auteur a raison de le souligner, « la révolution haïtienne dessine d'autres "nous", qui se rient de ces autorités »...

Dans le chapitre suivant, Frédéric Thomas analyse le pacte néocolonial, « L'enjeu est pourtant de penser ensemble la domination internationale et celle de la classe dominante haïtienne », la situation néocoloniale de dépendance, l'architecture de la société coloniale et le nouveau pouvoir qui émerge de la révolution haïtienne, le modèle d'agriculture intensive, « La plantation est une plateforme d'import-export dont le centre de décision est délocalisé », le travail libre qui rappelle le temps de l'esclavage, « la résistance têtue des anciens esclaves, refusant de retourner dans les plantations », le maintien du marqueur de l'esclavage et du colonialisme, et aussi « un projet d'agriculture et de société alternative », les clivages internes à la société haïtienne, l'oligarchie, le mythe fondateur et l'échec économique. L'auteur conclut ce chapitre sur les comptes à rendre de l'État français et sur la mise en place d'une politique de réparation...

Des soulèvements, le moment 1825, « Haïti est la nation la plus inégalitaire du continent le plus inégalitaire du monde », la répétition des chocs « sur fond de catastrophes naturelles, d'instabilité politique et de pauvreté », l'humanitaire et « les manières de passer à côté d'Haïti », celles et ceux qui parlent d'urgence mais pas d'histoire et qui oublient les droits et les résistances, les mobilisations de 2008, les colères contre la corruption et la vie chère, la confusion internationale entre « la pire des politiques [et] la politique du pire », les regards partagés par les ONG et les diplomates internationaux, les gravats du silence, « les peurs enfouies depuis cette fameuse nuit d'août 1791 », le pouvoir d'occulter le pouvoir, les responsabilités invisibilisées, l'humanitaire comme justification de « ce que l'on fait, ce qu'on ne fait pas et ce qu'on laisse faire », le refus d'une « transition de rupture », l'accord de Montana, le gouvernement d'Ariel Henry, les bandes armées et le refus « de mettre en place un réel embargo sur les armes en provenance des États-Unis », l'oligarchie et les élites, les fonctionnements mafieux. Contre la construction de réalités falsifiées et mensongères, contre l'occultation des



Frédéric Thomas

Frédéric Thomas est politologue, spécialiste d'Haïti, chargé d'études au CETRI à Louvain-la-Neuve (Belgique) et auteur de l'ouvrage *L'échec humanitaire – Le cas haïtien*.

Didier Epsztajn est retraité du secteur privé, autodidacte, rédacteur, avec d'autres, d'ouvrages aux éditions Syllepse, animateur du blog *Entre les lignes entre les mots*.

pouvoirs et des responsabilités, il nous faut réhabiliter l'histoire et les paroles des populations haïtiennes pour rompre avec les stratégies du pacte néocolonial...

Frédéric Thomas termine par un chapitre « réparation ». Contre l'idée qu'il ne s'est rien passé, il faut regarder les Haïtiens et les Haïtiennes en face, reconnaître les faits, les responsabilités, fixer une politique de réparations, « La France a une dette envers Haïti qu'elle doit rembourser ».

Donnons à voir l'extraordinaire du soulèvement de 1791, démystifions les lectures monochromes de la modernité, analysons le « double mécanisme d'extraversion et de dépossession » et la superposition des scènes internationale et nationale, refusons le nationalisme étroit sans dimension anticoloniale et internationaliste, défaisons ce qui se fait en notre nom...

Nous avons besoin de tels livres pour que nos luttes quotidiennes se confondent avec l'embrasement du monde... « La révolution haïtienne est une promesse qui doit être tenue ». ■

Frédéric Thomas :
Haïti : notre dette,
éditions Syllepse,
Paris 2025,
96 pages, 5 euros.



8 mars

Des photos nous sont parvenues de divers pays du monde, illustrant la combativité et la massivité des manifestations de cette Journée internationale pour les droits des femmes.

GRANDE-BRETAGNE



INDE



BRESIL



COLOMBIE



ÉQUATEUR



BELGIQUE



MEXIQUE



FRANCE



SUEDE



SUISSE



ÉTATS-UNIS